

L'Ulster, toujours...

Les relations entre l'Angleterre et l'Irlande n'ont jamais été durablement pacifiques. Mais, au moins, depuis la campagne terroriste lancée il y a vingt ans, les autorités britanniques ont rarement paru aussi désespérées qu'actuellement devant la vague de violence qui sévit en Ulster.

Dans sa conviction qu'on ne traite pas avec les terroristes, le gouvernement de Londres a au moins la main très lourde dans son approche du problème irlandais. M. Tom King, le ministre chargé de l'Irlande du Nord, résumait lui-même, au mois de février dernier, que de « graves erreurs » avaient été commises il y a quelques années, à l'époque où des policiers britanniques semblaient avoir reçu l'ordre de tirer pour tuer.

Leçon apparemment servie, au point que Londres hésite à rétablir des lois d'exception autorisant l'internement sans jugement. Trop massive ou maladroite, la répression ne fait que jeter de l'huile sur le feu.

Au demeurant, et quoiqu'il lui en coûte, M. Thatcher s'est engagée dans la recherche d'un traitement politique du cas irlandais. Sa détermination la plus marquante sur cette voie a été l'accord conclu, en 1985, avec le gouvernement de Dublin qui donne à ce dernier une sorte de droit de regard sur les affaires de l'Ulster. La mise en œuvre de cet accord ne va certes pas sans difficultés ni orages. Mais il offre au moins un cadre qui devrait permettre à chaque communauté — catholiques et protestants — de ne pas être traitée avec une partialité incontrôlée. Rien, pourtant, n'y fait, pas même les obligations lancées par les deux Eglises pour que le sang cesse de couler.

D'aucuns ont cru voir dans la violence du terrorisme par l'IRA le signe que l'organisation clandestine était incapable de défendre sa cause par d'autres moyens — assortis de sanglantes « bavures » qu'elle reconnaît à l'occasion — et qu'elle sentait s'étriquer sa base populaire.

Peut-être, mais le fait demeure que la violence ne cesse pas et que ceux qui en sont les instruments ne donnent pas le moindre signe de vouloir engager un dialogue politique — sauf à atteindre l'intégralité de leurs buts de guerre déclarés : le départ de la terre irlandaise du dernier représentant de l'autorité britannique. Lloyd George, en 1921, avait admis le partage de l'Ile. M. Thatcher pourrait-elle aller plus loin et « lâcher » complètement une partie de ce qui est encore territoire national au même temps que la communauté « loyaliste » qui y réside ?

Il n'est d'antagonismes ni de conflits qui ne puissent un jour se résoudre. Encore faut-il que la volonté politique d'y parvenir soit partagée par les parties en cause. Les règlements en cours en plusieurs points chauds du monde — et pourquoi pas, demain, entre Madrid et les nationalistes basques ? — sont des exemples encourageants. Rien de tel ne se dessine en Irlande du Nord, où la violence est presque devenue un mode de vie. Dire que le chômage et la misère la favorisent n'explique pas tout. A la question de savoir comment y mettre un terme, il n'y a, pour l'instant, pas de réponse.

(Lire nos informations page 3.)



L'extension des grèves et le raidissement du pouvoir en Pologne

Le général Jaruzelski et Solidarité ont engagé l'épreuve de force

En application de mesures exceptionnelles annoncées, le lundi soir 22 août à la télévision par le gouvernement polonais, le couvre-feu a été imposé de 23 heures à 5 heures du matin dans la zone minière de Jastrzebie, dans le sud du pays, où les premières grèves ont éclaté la semaine dernière. Les préfets d'autres régions ont été autorisés à prendre la même décision.

Le général Jaruzelski, chef de l'Etat et du parti, a donc encore une fois opté pour la manière forte. Alors que la grève s'étend aux mines de charbon, aux chantiers navals de Gdansk, aux installations portuaires de Szczecin et à l'usine de tracteurs Ursus à Varsovie, aucune tentative de négociation n'est en vue. L'épreuve de force est engagée.

L'apparition du ministre de l'Intérieur, le général Cieslak, en uniforme militaire, le lundi soir 22 août, à la télévision nationale n'a rien fait pour atténuer la psychose de l'état de guerre qui s'est installée chez les Polonais. Ce sont bel et bien, d'ailleurs, des mesures d'exception qui ont été annoncées pour tenter d'enrayer le mouvement de grève lancé une semaine plus tôt par les mineurs de Haute-Silésie, et qui ne cesse de s'étendre.

En accord avec le premier ministre, le ministre de l'Intérieur, Katowice et Gdansk d'imposer le couvre-feu là où une menace existe pour les citoyens, a déclaré le général Cieslak qui s'exprimait sous l'œil de l'aigle, emblème de la Pologne populaire.

Mais surtout, le général Cieslak a voulu adresser un message très clair à tous ces grévistes qui réclament le rétablissement de Solidarité : il n'y aura pas de « retour à la situation de 1981 ». C'est donc fermer la porte à toute possibilité de négociation entre le pouvoir et les comités de grève, puisque, d'une part, les grèves ont immédiatement été déclarées illégales, et, d'autre part, la législation de Solidarité est en fait la revendication essentielle des ouvriers en grève. Certains y ont bien ajouté quelques autres demandes, telles que « augmentation des salaires » ou « des réformes », mais elles sont formulées de manière tellement vague qu'elles paraissent plutôt relever de l'alibi.

S. K.
(Lire la suite page 3.)

Un entretien avec M. Laurent Fabius

« Nous avons besoin d'un grand dessein »

M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, précise la façon dont il conçoit son rôle — « un président de dialogue » — et assure que le gouvernement de M. Rocard manque d'une « vision d'ensemble », d'un « grand dessein ».

« Président de l'Assemblée nationale, vous avez été élu en juin dernier à un poste qui exige plus d'esprit de conciliation que d'engagement politique, plus d'arbitrage que d'action. Comment pouvez-vous dans ces conditions peser sur la vie du pays ?

— Le rôle du président de l'Assemblée est surtout un rôle d'influence. J'aimerais, j'écouterai, je résumerais, je proposerais : je serai un président de dialogue.

« Ma première tâche est, dans le respect des institutions, de chercher à renforcer la place de l'Assemblée et à améliorer son fonctionnement. Je constate l'affaiblissement des médias de représentation — Parlement, syndicats, partis, associations — et la montée des médias de communication : ce déséquilibre est dangereux. Le Parlement est le cœur battant de la démocratie, il faut que cela se sente.

« Le pouvoir législatif doit mieux contrôler l'exécutif. Dans cet esprit, je souhaite que les députés puissent régulièrement, outre les traditionnelles questions d'actualité, interroger directement les ministres sur l'activité de leur département. Je proposerais aussi que l'opposition puisse déclencher la procédure des commissions d'enquête parlementaire réservée jusqu'ici en fait à la majorité. Dès les prochains jours je vais saisir de ces points le gouvernement et les instances compétentes de l'Assemblée.

« Plus généralement, l'Assemblée doit s'ouvrir davantage sur la société, être plus transparente : pourquoi ne pas ouvrir à la presse certaines auditions importantes de nos commissions parlementaires ? Quant aux séances dans l'hémicycle, il faut qu'elles soient de cette mauvaise alternative, l'absentéisme ou l'alternation.

Propos recueillis par JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 6.)

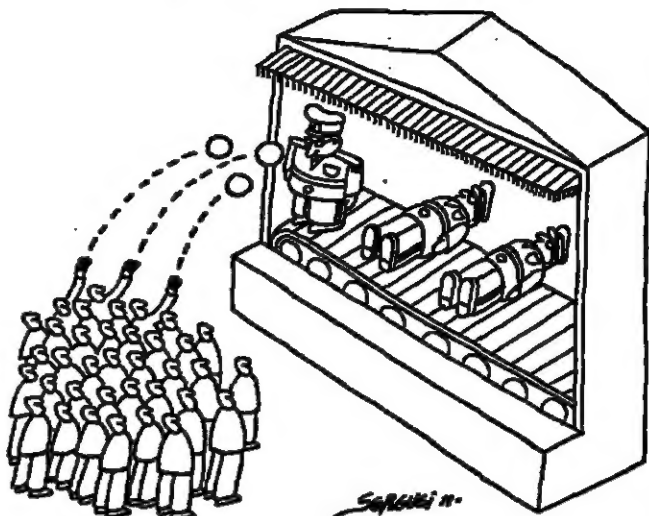
Poursuite de la hausse du dollar

Malgré l'intervention des banques centrales
PAGE 18

L'embargo sur le pétrole iranien

Le gouvernement devrait annoncer une reprise progressive des échanges avec Téhéran
PAGE 18

La fronde en Birmanie



Manifestations et grève générale continuent
PAGE 4

Nouvelle-Calédonie : l'avant-projet de loi

Les textes avant et après les dernières négociations
PAGES 6 et 7

Le SIDA en France

Le professeur Got chargé d'un rapport
PAGE 22

Les salariés malades des restructurations

Une étude de médecins du travail
PAGE 19

Chronique de 1789

Paris capitale
PAGE 2

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

« Laser contre fausses » Avortements spontanés
« Une grotte domestique » Les méfaits du temps
Pages 13 et 14

Le sommaire complet se trouve en page 22

Les massacres entre Tutsis et Hutus

L'« injustice ethnique » au Burundi

Des réfugiés burundais — appartenant à l'ethnie majoritaire des Hutus — continuent d'affluer au Rwanda voisin, après les affrontements ethniques qui, de l'aveu du gouvernement de Bujumbura, ont fait au moins cinq mille morts. Les autorités burundaises s'efforcent désormais de calmer les esprits.

Le Burundi n'en finit pas de conjurer ses démons toujours renaissants. Depuis le « grand malheur » de mai 1972, depuis ce début de génocide où, selon les chiffres d'Amnesty International, tombèrent au moins cent mille Hutus, pris au piège des chefs dévoyés d'une armée tatée d'autant plus revancharde qu'elle avait en très peu de temps, depuis cette tragédie, les dirigeants de Bujumbura ont tenté d'oublier, et de faire oublier, ce souvenir sanglant dont la mémoire collective porte encore la trace.

Et voilà qu'ont resurgi les images de naguère, celles des tueries d'un autre âge, où les massacres « armés de

machettes » et « drogués au champagne », s'écroulaient vite à leur tour, victimes faciles de la contre-terreur des soldats. Qui a mis le feu aux poudres ? Était-ce prémédité ? On l'ignore. Ce qui importe, c'est que la fièvre meurtrière se soit, contre toute attente, une nouvelle fois si vite propagée.

Que n'a-t-on pourtant refoulé depuis quinze ans ce conflit existentiel de la nation burundaise ? « Ces histoires de Hutus et de Tutsis sont folkloriques », assurait l'ancien président Jean-Baptiste Bagaza, renversé le 3 septembre 1987 par le major Pierre Buyoya, son « voisin de colline », aujourd'hui chef de l'Etat. Et d'exalter la « symbiose » entre les deux peuples et leur « héritage commun », que soulignent les nouveaux manuels d'histoire burundaise. L'actuel maître du pays, comme l'ancien, prétend « forger l'unité nationale à force de développement économique, de démocratisation et de justice sociale ». Comme si cette idéologie de la réconciliation pouvait faire fi des rancoeurs et des frustrations du plus grand nom-

bre. On a beau nier la réalité ethnique, on ne la fait pas disparaître pour autant.

Sur les « mille collines » du Burundi — comme du Rwanda-Hutus et Tutsis ont, il est vrai, donné naissance au fil des siècles — à force de vivre ensemble — à une sorte de nation commune. Ils ne forment pas deux peuples étrangers. Ils n'ont pas de territoire propre, bien délimité, au sens tribal du terme. Ils partagent une même langue, le kirundi (proche du kinyarwanda voisin) et une même écriture, aiment des musiques, des danses et des chants communs. Un long co-découlement accompagné de mariages mixtes — beaucoup plus rares au Rwanda — fit même perdre sa force au contraste physique, cher aux ethnologues, entre les « longs » Tutsis d'origine nilo-hamitique, venus entre les quinzième et dix-huitième siècles des hauts-plateaux d'Afrique orientale, et les « courts » Hutus d'origine bantoue, arrivés du cœur du continent dès les premiers siècles de notre ère.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.
(Lire la suite page 3.)

EN LIBRAIRIE LE 13 SEPTEMBRE

Pascal BRUCKNER

Qui de nous deux inventa l'autre ?

roman

GALLINARD nrf

CHRONIQUE DE

1789

L'ANNÉE SANS PAREILLE

Octobre 1789

Le roi et la reine à Paris — soudain adulés par un peuple qui les avait hués, — l'Assemblée ne pouvait rester à Versailles. La voici donc qui s'installe à Paris, quelque peu soucieuse de sa liberté et de la pression de cette ville prête à s'enflammer au moindre incident. Justement, deux jours après son installation un boulanger soupçonné de cacher du pain est pendu et décapité par la foule en colère. Cette fois, l'Assemblée réagit, exige la punition des coupables et projette une loi martiale. Mais cela suffira-t-il ? Le roi neutralisé, le peuple de Paris n'allait-il pas devenir l'obstacle de ses travaux ?

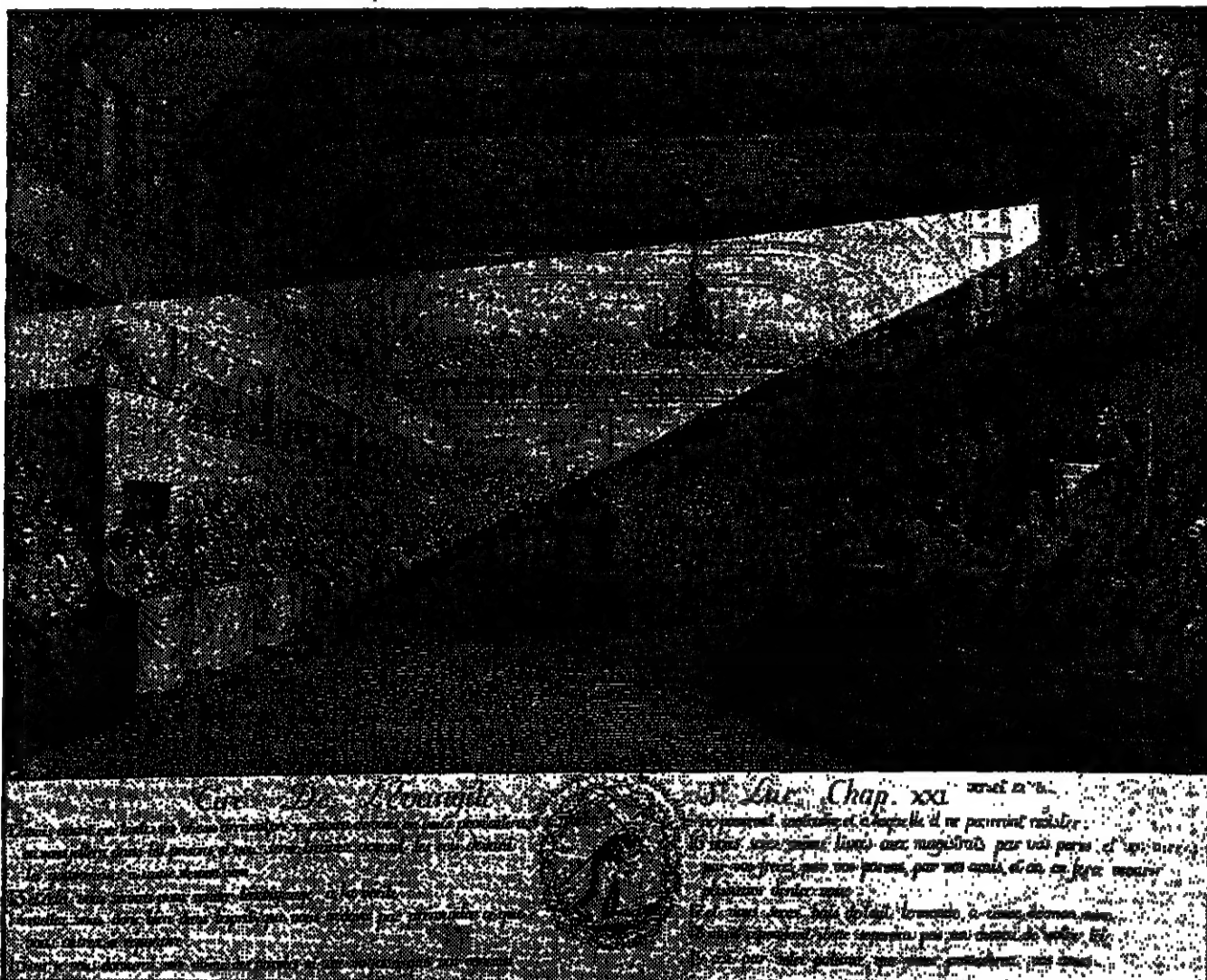
par MICHEL WINOCK

TOUT le monde n'a pas vu les journées d'octobre avec les yeux de Rivarol. Au siècle suivant, Michelet ne manque pas de témoignages d'époque pour peindre avec indulgence l'enthousiasme du peuple parisien, on historien qui ne s'arrête pas aux détails déplaisants, le nouveau cours des choses : « La révolution du 6 octobre, nécessaire, naturelle et légitime s'il en fut jamais, toute spontanée, imprévue, vraiment populaire, appartient surtout aux femmes, comme celle du 14 juillet aux hommes. Les hommes ont pris la Bastille, et les femmes ont pris le roi. » Nous voici revenus au thème de la spontanéité des « masses » : elles agiraient comme poussées par un secret génie ; elles croient s'ébranler sous l'empire de la faim, et elles savent le grand mouvement d'émancipation nationale entreprise depuis le printemps en brisant les obstacles que les résistances de la Cour et les timidités de l'Assemblée ont placés sur son chemin.

Quoi qu'on pense de cette vision romantique, nous sommes en tout cas frappés par le simplisme et la mobilité des comportements populaires. Le goût de la violence (ces têtes sanglantes au bout des piques) n'a d'égal que la démonstration d'amour subite (adore ce que tu as brûlé, brûle ce que tu as adoré !). Voici le roi et la reine installés aux Tuileries à leur corps défendant : dès le 7 octobre, un peuple s'y presse, porté à l'adulation. « Ils pleuraient comme des enfants, se tendaient les mains, s'embrassaient les uns les autres. » Le même jour, à Versailles, alors que les députés discutent de leur propre transfert à Paris, Adrien Duquesnoy s'interroge : y serons-nous libres ? « La lanterne, le réverbère, la Grève cessent-ils d'être les mots favoris d'un peuple naguère si doux et si aimable, aujourd'hui si féroce et si cruel ? » En fait, il s'agit moins du peuple — notion abstraite — que de la foule, laquelle se révèle tour à tour bienveillante ou inhumaine. Nous en déduisons, au retour de Versailles, la phase affective.

Tout au long de cette journée du 7, la famille royale reçoit la visite des corps constitués, depuis le Parlement, qui n'est plus qu'un fantôme, jusqu'aux dames de la Halle, qu'on avait si méchamment compromises sous le nom de « poissardes » dans les agitations précédentes. Pendant ce temps, le palais reprend vie avec l'arrivée du personnel de Versailles, qui colonise aussi les hôtels voisins du Carrousel et de la rue Saint-Honoré : étouffant spectacle pour ces Parisiens qui n'avaient plus idée du lustre de la Cour.

Les relations du couple royal avec les habitants de Paris sont d'abord chaotiques. La proximité du monarque offre aux petites gens l'image d'un roi déboussonné, simple, accessible : Louis XVI s'attarde même, lors de ses promenades, à donner des conseils comme un bourgeois. Le 10 octobre, l'Assemblée remplace son titre de « roi de France et de Navarre » ; il est désormais « roi des Français ». Marie-Antoinette écrit à Mercy : « Je parle au peuple, milice, poissardes, tous me tendent la main, je la leur donne. » La milice, autrement dit la garde nationale, était chargée en effet de la sécurité du palais. Les officiers accompagnent le roi et la reine dans leurs déplacements. Le 13 octobre, Louis XVI passe la garde nationale en revue : autre spectacle flatteur pour les Parisiens. L'idée qu'on se fait du roi s'embellit sensiblement dans les journaux ; le



Tous les députés ne se sont pas résolus de gaieté de cœur à l'installation de l'Assemblée à Paris. Plusieurs ont évoqué les menaces qui étaient lancées contre un certain nombre d'entre eux. Pourtant, le lundi 19 octobre, la première séance est ouverte aux Tuileries.

peuple a retrouvé son père. « Mais qui sait, se demande Duquesnoy, combien ce calme durera ? »

La grande affaire qui occupe les esprits au lendemain de l'installation du roi aux Tuileries est l'attitude du duc d'Orléans. Quand on poursuit la lecture de son *Journal*, on voit que notre député de Bar-le-Duc, après avoir affirmé le caractère complètement improvisé des troubles des 5 et 6 octobre, prête une oreille de plus en plus attentive aux accusations portées contre le duc d'Orléans. La Fayette, l'homme fort du moment, a décidé de faire éloigner celui-ci ; le roi accepte de lui confier une mission

reste le ministère. Pour y accéder, il s'entretient avec La Fayette. Les deux hommes n'ont rien pour se plaire : les vices de Mirabeau font horreur au vertueux « républicain » d'Amérique. Question d'épiderme ! Néanmoins, les triumvirs Lameth, Barnave et Duport jouent les bons offices. Le tribunal et le général se rencontrent. Ensemble, ils imaginent une nouvelle équipe ministérielle, de laquelle Mirabeau s'écartera par habileté. Finalement, La Fayette promet seulement à son interlocuteur de lui préparer une entrevue avec Necker. Celle-ci a lieu le 17 octobre. Elle est longue et vaine. Point de conciliation possible avec ce Gene-

Taine sur l'Assemblée à Paris : « La séance n'est plus une conférence d'affaires, mais un opéra patriotique où l'éloge, le mélodrame, et parfois la mascarade, se mêlent parmi les claquements de mains et les braves »

vois ! Mirabeau est décidément convaincu que son arrivée au ministère ne peut se réaliser sans le départ de Necker. Ce sera la guerre ! Mirabeau défendra, le 6 novembre, les principes d'un véritable régime parlementaire. Mais ses adversaires de l'Assemblée vont trancher ses ambitions à la hache : ils font voter par la Constituante, sur la proposition de deux députés bretons, Lanjuinais et Blin, qu'aucun membre de l'Assemblée nationale ne pourra devenir ministre durant la session. Mirabeau était vaincu. Mais, toute question personnelle écartée, la séparation rigide entre l'Assemblée et le pouvoir exécutif va se durcir, au préjudice du régime parlementaire et de l'harmonie souhaitable entre les pouvoirs.

ENTRE-TEMPS, l'Assemblée s'est transportée à Paris, où elle a tenu sa première séance le lundi 19 octobre. Les députés ne s'y étaient pas tous résolus de gaieté de cœur. Encore à Versailles, plusieurs ont évoqué les menaces qui étaient lancées contre un certain nombre d'entre eux. Des nobles et des prêtres sont particulièrement visés par des listes de proscription. Le 8 octobre, Duquesnoy fait état d'un incident révélateur : Brocariet, député du Languedoc, a été arrêté la veille à Sévres ; on lui a demandé s'il n'était pas le comte de Virieu, et on l'a laissé repartir sur l'assurance du contraire en lui disant que si Virieu il avait été on l'aurait pendu ! « Nous sommes véritablement dans un état de guerre », écrit Duquesnoy, lequel, néanmoins, s'adonne de ses deux cents collègues qui ont réclamé leurs passeports, et de ceux qui commencent déjà à rompre les rangs. Néanmoins, ayant voté l'inséparabilité de l'Assemblée et du roi, l'installation à Paris ne peut être remise en cause, malgré les supplications de la municipalité de Versailles. Six commissaires spéciaux sont désignés pour la préparer, qui proposent le manège des Tuileries comme nouvelle salle de réunion. Celle-ci ne pouvant être prête à temps, il est arrêté qu'on tiendra la première séance parlementaire dans la grande salle de l'archevêché.

pour Londres, qui n'est que la couverture d'un exil forcé. Mirabeau avait-il été de ses complices ? Le tribunal ne parut guère se soucier de ce bannissement ; il avait d'autres idées en tête.

D'ABORD, devenir ministre. Pour le plaisir, certes — pour la puissance et la gloire, assurément ; pour assurer ses appétits et se venger des humiliations que son père et tant d'autres lui avaient fait subir. Une ambition qui était devenue une idée fixe. Mais l'homme est complexe et sans vulgarité : il veut aussi devenir ministre pour sauver la Révolution telle qu'il l'a toujours conçue et dont l'aboutissement doit être une démocratie royale. Depuis des mois, il se bat sur deux fronts : contre les réactionnaires et contre les démagogues. Il redoute aujourd'hui cette installation de la Cour à Paris, où le roi va devenir prisonnier de la populace — qui l'adule, pourtant, lui, Mirabeau ! Il redoute aussi bien que la situation ne devienne un prétexte d'intervention pour les forces contre-révolutionnaires appuyées sur les monarchies étrangères. Il faut donc agir vite.

Dès le 7 octobre, Mirabeau confie son plan à La Marck, grand seigneur et ami intime : il faut organiser le départ du roi hors de Paris et changer de ministère. Il sait quelle direction prendre : celle de Rouen. D'une pierre deux coups : on rassurerait les provinces en évitant la retraite vers l'est, la voie des émigrés ; on tiendrait le port de Paris. Car Mirabeau était conscient du danger de guerre civile qu'un pareil projet laissait planer ; mais, dans l'état des choses, il fallait risquer gros pour sauver le principal. S'appuyant sur les provinces et sur l'Assemblée, se défilait à la fois des aristocrates et de la multitude. Sauver la Révolution avec le roi ! La Marck touche un mot de ce plan grandiose au comte de Provence, qui le trouve intéressant mais doute que son frère ait jamais l'énergie d'assumer de tels risques. Monsieur n'en soufflera mot à Louis-Auguste. Lui-même ne rêvait-il pas de devenir lieutenant général du royaume ? Mirabeau, qui n'est jamais à court, envisage une autre intrigue. A défaut de Rouen,

32. Paris capitale

pleurent, ils quittent la colère pour l'exaspération et trouvent leur prudence contre le vertige. « La séance, écrit Taine, n'est plus une conférence d'affaires, mais un opéra patriotique, où l'éloge, le mélodrame, et parfois la mascarade, se mêlent parmi les claquements de mains et les braves. » On reçoit tous les jours des délégations, on honore des rosières et des centenaires, on lit des messages martiaux des provinces qui flétrissent le crime et exaltent la vertu, on s'attache moins à la complexité des choses qu'à la force et à la ferveur des convictions.

Tout cela, sans doute, ne serait rien qu'un apprentissage de la liberté, un peu de temps perdu, et Paris n'avait pas créé d'une pièce les conditions de ce désordre ; peut-être cette ville nerveuse les a-t-elle seulement enflammées. Il y avait plus à redouter : la présence active de groupes organisés qui, de l'extérieur, pourraient faire pression sur les élus, avec l'appui des foules. Or, dès le

Duquesnoy : « Il est évident que tant que cette ville immense n'aura pas sa subsistance assurée pour huit jours au moins les insurrections seront à craindre »

21 octobre, soit deux jours après l'installation de l'Assemblée à Paris, un grave incident éclatait, qui allait faire réagir les députés contre le danger.

Ce jour-là, alors que le ravitaillement de Paris est encore incertain, un boulanger du nom de François est assailli à son domicile par une bande qui l'accuse de cacher du pain dans sa cave. Pendu à la lanterne de la place de Grève, il a la tête coupée, lavée, peignée, embrochée sur une pique, couverte d'un bonnet de coton et promenée dans tout Paris. Rencontrant le ministre cortège sur son passage, le député Auguste de La Marck est mis dans l'obligation d'offrir un louis à ceux qui lui tendent cette tête sur la poitrine de sa voiture. Cette fois, l'Assemblée réagit. Elle exige une enquête, la punition des coupables, et projette une loi martiale. Malgré la protestation de Robespierre, celle-ci est bientôt votée. Désormais, en cas de manifestation de rue illicite, la loi martiale pourra être proclamée : les attroupements seront alors défendus ; trois sommations seront faites en direction de ceux qui ne se retirent pas ; après quoi le feu sera ouvert. De plus, la peine de mort est prévue pour les fauteurs de troubles. La question est de savoir, se demande Duquesnoy, si la garde nationale tirera effectivement sur les attroupements quand l'ordre lui en sera donné ? En attendant, la justice a été prompt et impitoyable : deux des lynchages du boulanger, jugés par le Châtelet, ont été à leur tour pendus sur-le-champ, place de Grève, sans aucune réaction de la foule. Mais Duquesnoy sait à quel point la pression économique sera déterminante.

« Il est évident que, tant que cette ville immense n'aura pas sa subsistance assurée pour huit jours au moins, les insurrections seront à craindre, parce que la disette pourra les occasionner, les justifier. Rien, il faut en convenir, n'excuse les cris, les mouvements, les violences du peuple comme la faim qu'il éprouve. »

Le pain retrouvé fera la meilleure des polices. Reste une question centrale : l'Assemblée nationale, qui représente tous les Français, ne risque-t-elle pas, en prenant ses fonctions à Paris, dans la ville la plus nombreuse mais aussi la plus singulière, la plus émotive, la plus profonde, de se transformer, d'une minorité abusive, d'une fraction, d'une minorité abusive ? D'autant que celle-ci pourrait se targuer d'être le peuple ! A défaut de pouvoir se réunir, comme au temps des cités grecques, le peuple français ne risque-t-il pas d'être non pas exprimé par ses mandataires, mais traduit par ces représentants actifs — peuple vivant car présent, qui va bientôt emplir les clubs et qui déjà s'active dans les soixante districts de la ville ?

Sans l'insurrection populaire, la Révolution risquait d'être bloquée, après avoir failli être dissoute. Aujourd'hui renforcée, l'Assemblée n'avait-elle pas à redouter les arrérages à payer ? Le roi neutralisé, n'était-ce pas le peuple de Paris qui devenait l'obstacle ? La crainte était dans les esprits : Mirabeau présentait le danger. Pour l'heure, la bonhomie du roi et le retour d'une vie de spectacles et de plaisir conjuguèrent leurs effets apaisants, après les grandes secousses du débat de l'automne. La Constituante pouvait reprendre son travail. Mais demain ?

Demain : Naissance des jacobins (novembre 1789)

Sur France-Culture, à 19 h 30, du lundi au vendredi, MICHEL WINOCK commente avec un historien chaque épisode de cette chronique de 1789.

Mardi 22 août :

« Paris capitale »,

avec René Rémond.

Mercredi 24 août :

« Naissance des jacobins »,

avec Roger Dupuy.

Soudan : les con

La grande m

SOUDAN : les conséquences des inondations

La grande misère des Dinkas

KHARTOUM
de notre envoyée spéciale

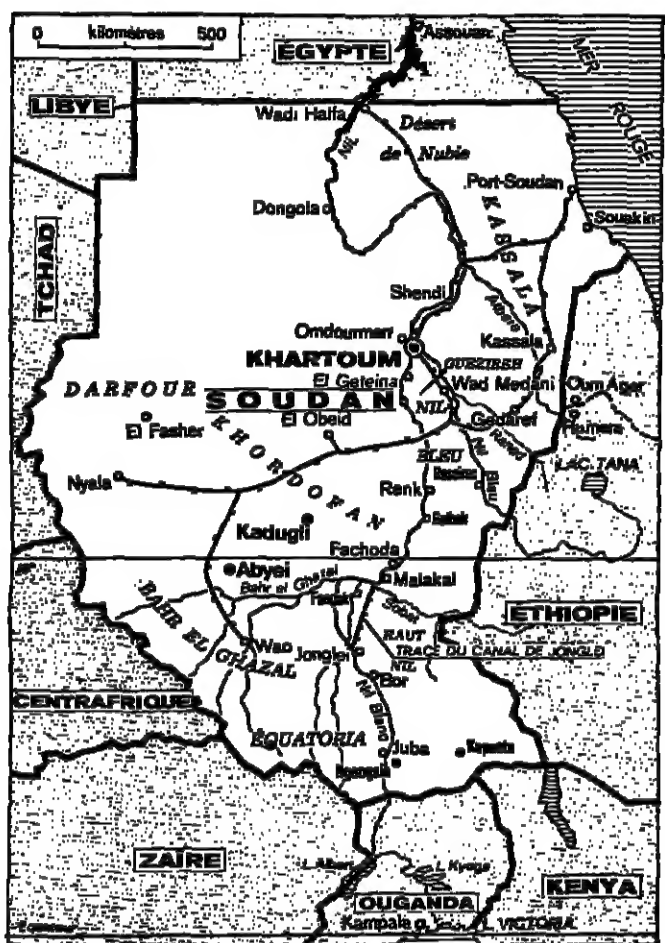
Deux représentants de l'organisation française Médecins sans frontières, les docteurs Roger Vivier et Marc Le Jars, ont quitté Khartoum, le dimanche 21 août, pour une mission de quatre jours dans l'ouest du Soudan. Les populations « déplacées », en particulier celle de l'éthnie Dinka qui forme la grosse masse de réfugiés tout autour de la capitale soudanaise à la suite des inondations, sont en effet victimes d'une vague de famine sans précédent dans le sud-ouest du pays.

Dans la localité d'El Meiram (sud du Kordofan), où une équipe MSF de cinq personnes travaille depuis le 10 juin, le nombre des « déplacés » — tous dinkas — a quadruplé en l'espace de deux mois. Les décès pour cause de malnutrition se comptent désormais par centaines. Selon un rapport établi le 4 août par le docteur Elisabeth Szumilin, coordonnatrice de l'équipe, le nombre des « déplacés » était, au 1^{er} juin, d'environ 6 000. Le 3 août, il atteignait... 25 000.

vailler dans la ville d'Abeyi a été rejointe début juin. Selon le représentant de l'AIICF à Khartoum, Alain Compagnie, il y aurait pourtant actuellement une concentration d'environ 50 000 « déplacés » à Abeyi.

Situés dans une plaine semi-désertique émaillée de chalets, la bourgade soudanaise ne dispose que de deux pompes à eau. Outre les réticences du gouvernement central, les ONG étrangères doivent également compter avec l'immobilisme — voire la mauvaise volonté affichée — des potentats locaux. A Kadugli — où 3 000 « déplacés » originaires de la tribu Nuer se sont réfugiés, — l'équipe de l'AIICF, présente depuis novembre 1985, s'est vu interdire la distribution de l'aide alimentaire aux adultes. « La nourriture reste entreposée pendant des semaines. Les autorités locales ne la distribuent pas », affirme Alain Compagnie.

Selon le représentant de l'AIICF, 1 250 sacs de sorgho sont également restés bloqués dans la ville d'El Obeid, « par décision administrative », pendant six mois. Ce n'est pas la première fois que le problème



La situation est d'autant plus cauchemardesque que l'assistance alimentaire ne suit pas. Deux distributions de sorgho attendues en juillet n'ont pas été faites. La dernière a été notoirement insuffisante : les 25 000 « déplacés » du camp d'El Meiram ont dû se contenter de la moitié de la ration minimum requise. Le bilan des décès enregistrés depuis le 20 juin est terrifiant. « Entre le 10 et le 17 juillet, 177 enfants et 91 adultes sont morts », lit-on dans le rapport de Médecins sans frontières. Cause principale : la famine.

Les « déplacés » qui survivent dans des conditions sanitaires effroyables n'ont guère accès à l'eau potable. Dans la ville d'El Meiram, celle-ci est en effet payante. Et l'écrasante majorité des Dinkas, démunis de tout (le plus souvent nus), ne possèdent pas de jerrican, ni même une simple caïebasse. Les cas de diarrhées sont légion. « On n'avait jamais connu une telle mortalité, même aux plus périodes de la famine en Éthiopie », souligne le docteur Vivier.

La migration des populations dinkas — fuyant les massacres et la guerre civile — ne date pas d'hier. En revanche, l'installation d'organisations non gouvernementales (ONG) dans ces zones reculées de l'ouest du Soudan est très récente. C'est en mai et en juin derniers seulement que les autorités de Khartoum ont donné leur feu vert à MSF et à l'association irlandaise CONCERN pour commencer leur travail d'assistance. Dans la foulée, la CEE et plusieurs organisations internationales (USAID, UNICEF) adoptaient un programme d'urgence en faveur des « déplacés » du Soudan.

Signé le 18 juillet, ce programme s'élèverait à environ 3 millions d'ECU. Les propositions d'assistance faites par les ONG n'ont pas toutes, cependant, été acceptées. Celle qu'avait déposée l'AIICF pour tra-

des « déplacés » — en particulier des Dinkas, qui constituent l'ethnie majoritaire au sud du Soudan — est écartée publiquement. Depuis 1986, plusieurs témoignages de missionnaires chrétiens ont été recueillis et publiés à Londres. Il y a quelques semaines, l'organisation Amnesty International dénonçait les violations des droits de l'homme au Soudan et demandait au gouvernement de Khartoum d'y mettre fin (voir le Monde du 4 août).

Fort de un à deux millions de personnes, l'éthnie Dinka constitue la « base de réserve » du mouvement de guérilla mené par le sudiste John Garang. Lui-même est un Dinka, originaire du Haut-Nil. Pour les soldats de Khartoum, généralement arabes et musulmans, les Dinkas, considérés comme les alliés objectifs du leader sudiste, sont devenus la cible à abattre. Il suffit aujourd'hui d'être dans les bidonvilles inondés de Khartoum pour entendre des récits de pogromes. « J'ai vu il y a un an à cause de la milice : mes deux fils et ma femme ont été enlevés », raconte un Dinka du campement de Kucha, au nord de la capitale. « Vous savez, cela se passe dans tout le sud du Soudan. Les femmes et les enfants sont vendus comme esclaves ».

La représentante de l'AIICF qui avait effectué une mission préparatoire en mai dernier dans le sud du Kordofan affirme avoir vu « un soldat soudanais acheter pour 10 pounds un jeune Dinka de douze-treize ans ». La gosse, explique le soldat, allait lui « servir de boy ». Certaines mères dinkas n'hésitent pas d'ailleurs à vendre leurs enfants : « Quand je leur ai demandé pourquoi elles faisaient ça, ajoute Alain Compagnie, elles m'ont répondu simplement qu'elles étaient sûres ainsi que leurs enfants au moins ne seraient pas tués et qu'ils ne mourraient pas de faim ».

CATHERINE SIMON.

Des réfugiés hutus continuent d'affluer au Rwanda

Des réfugiés burundais continuent d'affluer au Rwanda après les massacres ethniques qui, selon le gouvernement de Bujumbura, ont fait au moins 5 000 morts depuis une dizaine de jours (le Monde du 23 août). Plus de 35 000 personnes avaient déjà, dimanche, franchi la frontière. Selon M. Kodé Cisse, représentant à Kigali — la capitale rwandaise — du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), l'exode des Burundais, membres de l'ethnie majoritaire des Hutus, se poursuit au rythme de 5 000 personnes par jour.

Selon M. Cisse, ces réfugiés sont en majorité des femmes et des enfants, démunis de tout. Certains portent des blessures faites par balles ou à l'arme blanche. « Les soldats burundais n'arrêtaient pas de nous tirer dessus et nous ne pouvions pas compter les morts », ont déclaré certains

réfugiés à M. Cisse. Le Rwanda, pays déjà surpeuplé, a saisi le HCR d'une demande d'aide humanitaire, en soulignant que sa capacité d'accueil est limitée.

A Bujumbura, capitale du Burundi, les autorités s'efforcent de calmer les esprits et de rassurer la majorité hutue. Le gouvernement, indique-t-on, s'emploiera à résoudre le conflit ethnique « par des moyens pacifiques ». Selon le ministre burundais des relations extérieures, M. Cyprien Mbonimpa, « il y a encore, par-ci, par-là, quelque résistance des rebelles » (responsables selon Bujumbura du déclenchement des violences). Une centaine de soldats seulement sont engagés, selon lui, dans les opérations visant à réduire cette rébellion.

M. Mbonimpa a qualifié de « hautement exagéré » le bilan de 24 000 morts rapporté

par certains organes de presse. « De tous les rapports qui nous parviennent y compris ceux de source non gouvernementale, il ressort que l'on ne peut croire ces chiffres ». Enfin, le gouvernement burundais a catégoriquement démenti que l'armée ait utilisé du napalm, comme l'en avaient accusé certains opposants en exil. Ce moyen de destruction « n'existe pas dans notre arsenal militaire », a souligné un ministre cité par l'AFP.

A Paris, le ministre français de la coopération et du développement a annoncé, lundi 22 août, l'envoi au Rwanda d'une équipe médicale d'urgence qui devait arriver mardi à destination. A Bruxelles, la Communauté économique européenne a débloqué en faveur du Rwanda une aide d'urgence de 650 000 ECU (4,5 millions de francs français). — (AFP, AP, Reuters.)

L'injustice ethnique

(Suite de la première page.)

Restent, mais c'est l'essentiel, les clivages politiques et sociaux. Héritiers de l'aristocratie pastorale des anciens royaumes de l'Afrique des grands lacs — où la possession des troupeaux conférait richesse et puissance, — les Tutsi d'aujourd'hui forment l'élite, en majorité urbaine. Descendants de serfs, les Hutus constituent la masse paysanne. Le colonisateur belge (1923-1962) joua de cet antagonisme — en l'accroissant — pour consolider son règne. Dans un pays de 5 millions d'habitants, les Tutsi sont maintenant 700 000 (14 %) et les Hutus 4 250 000 (86 %). Il s'y ajoute une population résiduelle de pigmées, les Twa, traditionnellement chasseurs et potiers (50 000, soit 1 %).

A l'inverse du Rwanda, où les Hutus majoritaires accomplissent une révolution précoce — dès 1959, soit trois ans avant l'indépendance — et sanglante, faisant ainsi coïncider pays légal et pays réel, le Burundi reste une injustice ethnique. La noblesse tutsi ne renverra la dynas-

tie des Mwami, en octobre 1961, que pour conserver ses privilèges et perpétuer sa domination. Une récente étude des divers centres du pouvoir atteste, de manière accablante, la ségrégation à l'honneur au Burundi.

Ainsi les trente et un membres du Comité militaire de salut national — le noyau dirigeant de l'armée, — sont des Tutsi sans aucune exception. Sont également tutsi 94 % des cadres du parti unique, 95 % des magistrats, 88 % des enseignants à l'université. Même appartenance ethnique pour 14 ministres sur 19, 12 gouverneurs de province sur 15, 20 ambassadeurs sur 22. On pourrait prolonger cet inventaire de l'injustice.

L'armée illustre jusqu'à la caricature cette discrimination : 99,5 % des officiers sont tutsi, 99,7 % des sous-officiers et soldats. Depuis le putsch de capitaine Micombero en juillet 1966 et la proclamation de la République quelques mois plus tard, l'armée est entre les mains d'une

« minorité dans la minorité », le clan des Himba de Bururi, localité du Sud. Autrefois méprisé par la caste dominante des Nyanzarus du Nord, ce clan est aussi tenu en suspicion par les autres Tutsi car il n'a jamais appartenu, dit-on, à la vieille famille royale. L'emprise des Tutsi sur l'armée est si totale que tout changement de régime est voué à n'être qu'une révolution de palais où le pouvoir change de main à l'intérieur de ce même clan.

Vingt-six ans après l'indépendance, les Tutsi continuent d'accaparer le pouvoir. Ils s'y cramponnent d'autant plus qu'ils se sentent vulnérables, gardant à l'esprit en permanence, comme une menace, le « mauvais exemple » rwandais. Il reste que ces nouveaux massacres ont surpris car le climat du Burundi était depuis un an à l'apaisement. Il n'y avait plus aucun détenu politique, le régime avait tendu la main à l'Eglise catholique, dont l'hostilité à son prédécesseur contribuait largement à précipiter la chute. Vieille rivale de l'Etat et du parti unique,

dans un pays comptant 65 % de catholiques et 25 % de protestants, l'Eglise se veut le porte-parole de la majorité, bien que ses évêques n'en soient pas issus (5 sur 7 sont tutsi).

Le pouvoir a rendu à l'Eglise les biens confisqués, levé les restrictions à ses activités et invité les missionnaires expulsés à revenir au pays. Le pays échappe à certains travers africains, tel le culte de la personnalité, et les experts s'accordent à dire qu'il est bien géré. Ses handicaps néanmoins restent lourds : l'enclavement géographique (le port le plus proche est à 1 500 kilomètres) ; la pénurie de terres ; une démographie galopante ; la dépendance envers une monoculture — le café arabica — dont les cours ont gravement chuté ces dernières années.

Pourtant, quels que soient ses efforts de développement, le Burundi restera à la merci de violents soubresauts ethniques aussi longtemps que la minorité n'offrira pas à la majorité un partage équitable du pouvoir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Le règlement des conflits dans l'Afrique du Sud-Ouest

Une phase cruciale de la négociation s'ouvre à Brazzaville

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Une nouvelle étape cruciale de la négociation à quatre sur l'Angola et la Namibie devait s'ouvrir, mercredi 24 août à Brazzaville, où Angola, Cuba, l'Afrique du Sud et les médiateurs américains se réuniront jusqu'à vendredi avec, au menu de leurs pourparlers, le plat de résistance que constitue le retrait des quelque 50 000 soldats cubains actuellement déployés en Angola.

Lors de la plus récente séance de pourparlers, du 2 au 5 août à Genève, Luanda et La Havane s'étaient engagés à présenter avant le 1^{er} septembre un calendrier « acceptable pour toutes les parties » (le Monde, 18 août) (en clair : par Pretoria), pour l'évacuation du contingent cubain. En principe, ce calendrier devrait donc faire l'objet d'un accord dès cette semaine, même si son acceptation formelle peut encore attendre la fin du mois.

Initialement, les Cubains avaient prévu d'évacuer leur camp sur quatre ans. Par la suite, ils avaient laissé entendre que ce délai pourrait se trouver raccourci de moitié. A présent, outre les pressions que Moscou semble exercer sur eux, les Cubains découvrent que la plupart de leurs alliés africains ne cachent pas, eux non plus, le souhait de les voir plier bagages dans les plus brefs délais, c'est-à-dire, selon le vœu de Pretoria, avant le 1^{er} juin 1989.

Si cette échéance n'est pas respectée, il va de soi que les Sud-Africains se considéreront déçus à leur tour de l'obligation de quitter la Namibie d'ici au tardif 1^{er} juin prochain, date prévue pour le premier scrutin d'élégions « libres et honnêtes » supervisées par l'ONU, en application de la résolution 435.

Pour Pretoria, en effet, le règlement du vieux problème namibien est lié indissolublement au départ des Cubains, lien que l'accord-cadre de New-York avait d'ailleurs, en juillet, publiquement entériné. L'indépendance de la Namibie n'est pas, du reste, le seul processus de désengagement qu'un désaccord à propos du repli cubain risquerait de bloquer. En cas d'échec à Brazzaville, a déclaré lundi à Pretoria un porte-parole du ministère des affaires étrangères, les forces armées sud-africaines « seraient libres de ne pas se retirer » du sud-est de l'Angola, où elles sont en train

de se regrouper en vue de leur retrait d'ici au 1^{er} septembre.

C'est à la suite d'une initiative de Luanda que Brazzaville a été choisie comme lieu de la prochaine réunion à quatre, mais on sait que cette décision a fait plaisir à Pretoria, qui considère le Congo — pays africain relativement bien disposé à son égard — comme un terrain propice au règlement d'un problème régional. Les Sud-Africains, Angolais et Cubains s'y étaient déjà rencontrés une fois depuis le démarrage à Londres, le 2 mai dernier, de cette négociation menée sous l'égide du secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des affaires africaines, M. Chester Crocker.

Vin sud-africain contre havanes

En attendant, le cessez-le-feu entre Sud-Africains et Cubano-Angolais appliqué depuis le 10 août est respecté de part et d'autre, même si, de l'autre côté de la frontière, quelques bavures sont encore signalées sur le « front » qui oppose, depuis 1966, les forces d'occupation sud-africaines de la Namibie à la guérilla de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO). Vendredi dernier, un soldat de Pretoria y est mort victime d'un tir de RPG-7, le lance-roquettes de manufacture soviétique couramment utilisé par la SWAPO. Il est vrai que, entre cette organisation et Pretoria, il n'y a pas encore eu de cessez-le-feu formel. Sur la frontière même, les Cubains, les Angolais et les Sud-Africains membres de la commission mixte de contrôle du cessez-le-feu conclu entre eux se sont déjà réunis à deux reprises dans une ambiance apparemment cordiale puisqu'elle a même donné lieu à un échange de caisses de vin sud-africain contre des boîtes de havanes.

Enfin, le président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, a fait la semaine

dernière à Kabwe, en Zambie, des déclarations remarquablement conciliantes vis-à-vis de Pretoria (le Monde daté 21-22 août). Faisant écho au président Zimbabwe, Robert Mugabe, selon lequel les Cubains « devraient quitter l'Angola dans les sept mois », M. Nujoma n'a pas caché qu'il le souhaitait en soulignant : « Et pourquoi pas ? » Il a ensuite annoncé, pélo-mêle, qu'il avait intimé à ses guérilleros l'ordre de cesser unilatéralement les hostilités, qu'il ne chasserait pas les Blancs de la future Namibie indépendante et que ses actuels alliés du Congrès national africain (ANC), la principale organisation anti-apartheid d'Afrique du Sud, ne seraient « dans deux pas » autorisés à bénéficier dans son pays de bases arrière pour des actions armées contre le régime de Pretoria.

Mais ce problème de l'aide que les pays de la ligne du front (les voisins noirs et traditionnels ennemis jurés de Pretoria) apportent à l'ANC est au cœur de toutes les préoccupations sud-africaines. Le ministère des affaires étrangères vient de le rappeler à propos de l'Angola, dont Pretoria exige, en

vertu de l'un des principes de l'accord-cadre de New-York, la fermeture des sept bases d'entraînement que ce pays mettrait actuellement à la disposition des commandos de l'ANC.

Parmi les autres soucis sud-africains qui pourraient, le cas échéant, lui servir d'excuses pour stopper la négociation, il y a la crainte de voir La Havane tenter de transformer ses soldats en « coopérants civils » du gouvernement angolais, comme la rumeur en a déjà couru, notamment dans la presse portugaise, le problème du financement de la transition institutionnelle namibienne et de la dette extérieure de ce territoire et, enfin, l'impartialité de l'ONU, dont Pretoria doute ouvertement en rappelant son « parti pris » en faveur de la SWAPO en tant que « seule représentante légitime du peuple namibien ».

Mercredi, toutes ces questions seront sur le tapis, à Brazzaville et au Parlement du Cap, où le président Pieter Botha lui-même doit intervenir au cours d'un bref débat sur le processus de paix en cours. — (Inérim.)

« Si ce n'est pas moi, alors qui ? Si ce n'est pas maintenant, alors quand ? » : cette profession de foi de Jeanne d'Arc, qu'un grand acteur soviétique prête plaisamment à Gorbatchev, résume l'engagement personnel de tous les intellectuels que j'ai rencontrés à Moscou au début de l'année 1988.

ELENA JOLY
LA TROISIÈME MORT
DE STALINE

Un livre présenté à Apostrophes, FR3, et... à la télévision soviétique

ACTES
HUBERT
NYSSSEN
EDITEUR

DIFFUSION PUF

Société

JUSTICE

Dans l'affaire du commissaire Jobic

Critiques et satisfaction après la décision de la Cour de cassation

La décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation de confier une partie de l'affaire du commissaire Jobic à un magistrat parisien plutôt qu'à un juge d'instruction de Nanterre, M. Jean-Michel Hayat, qui a inculpé le commissaire de proxénétisme aggravé, a suscité des réactions divergentes. Si le juge Hayat reste chargé du dossier de proxénétisme, le volet de l'affaire de subornation de témoins et de faux lui échappe désormais (le Monde daté 21-22 août).

Pour le Syndicat des commissaires de police, qui, dans cette affaire, n'a cessé de soutenir le commissaire Jobic face à ce qu'il considère comme une « méprise » du juge Hayat, cette décision « marque indubitablement l'embaras des magistrats saisis du contrôle de cette information ». L'organisation de M. Daniel Duglery relève qu'elle intervient après trois modifications par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles d'actes et de décisions prises par le juge, dont la maintenance sous contrôle judiciaire du policier et son placement en détention (le Monde des 21 mars, 12 juin et 8 juillet). Cette nouvelle décision « permettra enfin au commissaire Jobic de se défendre, tout au moins en ce qui concerne cette partie du dossier, comme tout citoyen dans un climat de sérénité, d'objectivité et de respect du secret de l'instruction », estime le syndicat.

De son côté, le Syndicat de la magistrature, qui a pris la défense du juge face aux « attaques et menaces » qui visent selon lui « un magistrat et à la fois une juridiction », déplore la « conception très particulière de la bonne administra-

Un avertissement de l'ex-FLNC à « ceux qui utilisent son sigle » dans des affaires de droit commun

Dans un communiqué authentifié, diffusé, le lundi 22 août, à Ajaccio par le canal habituel, l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse) lance un avertissement à « ceux qui utilisent son sigle dans des affaires de droit commun ». « Ils devront, un jour ou l'autre, en assumer les conséquences », ajoute l'organisation clandestine, qui confirme, d'autre part, être à l'origine des actions récemment menées à L'Île-Rousse, distribution de tracts le 19 juillet, à Luciana, le 4 août, arrêt du train reliant Calvi à Bastia (égale pour une distribution de tracts) et l'interview donnée au magazine Kyr.

L'ex-FLNC dément « toute participation à des racket » qui ont eu lieu sur l'île ces derniers mois rapportant que toutes ses « opérations sont toujours authentifiées ».

Il y a vingt ans

La première bombe H française

C'était il y a vingt ans : le 24 août 1968, la première bombe thermonucléaire française explosait au-dessus du lagon de Fangataufa, dans le Pacifique, à 1200 kilomètres au sud-est de Papeete et à 25 000 kilomètres de Paris. Huit ans après l'explosion de la première bombe A française dans le Sahara (février 1960), quinze mois seulement après le démarrage de l'usine productrice d'uranium enrichi de Pierrelatte (Drôme), la France entrait à part entière dans le club restreint des pays possesseurs de la bombe H, aux côtés des États-Unis, de l'URSS, de la Grande-Bretagne et de la Chine.

Sous l'égide de M. Robert Galley, alors ministre chargé de la recherche scientifique et des questions atomiques et spatiales, l'ordre de tir fut donné à 8 h 30 (local). Suspendu par un ballon stationnaire à 600 mètres au-dessus du sol, l'engin développait une puissance de deux mégatonnes environ — l'équivalent de 2 millions de tonnes de TNT.

Quatre heures après l'explosion, les responsables du centre d'expérimentation du Pacifique surveillaient l'atmosphère, situés à une trentaine de kilomètres de Mururoa : toutes les constructions et la végétation avaient disparu.

tion de la justice » manifestée dans cette décision. « La chambre criminelle considère donc que le juge d'instruction de Nanterre n'a plus à instruire des dossiers formant un tout avec celui de corruption de fonctionnaires et de proxénétisme aggravé. Elle estime, par contre, qu'il est dans l'intérêt d'une bonne gestion de la justice que le dossier de subornation de témoins et de faux visant le chef des unités de police judiciaire de la première division de PJ de Paris soit instruit par un juge de son propre ressort. »

Evocant la partie de l'affaire dans laquelle, pour se défendre, le commissaire Jobic s'était abrité derrière un juge d'instruction parisien, M. René Humetz (le Monde du 8 juillet), le Syndicat de la magistrature relève encore que « selon la chambre criminelle, il n'est pas non plus contraire à une bonne gestion de la justice qu'un juge parisien instruisse ces dossiers alors qu'il est de notoriété publique que le commissaire Jobic a gravement mis en cause un autre juge d'instruction de Paris, M. René Humetz ».

FAITS DIVERS

Ouverture d'une information judiciaire après la disparition de Pauline Lafont

Une information judiciaire a été ouverte par le parquet du tribunal de Nîmes à la suite de la plainte contre X, que le frère de la comédienne Pauline Lafont, disparue le 11 août près de Saint-André-de-Vaubourg (Gard), a déposée, pour « arrestation et séquestration illégales ». Cette information a été confiée à M. Christian Lenoir, juge d'instruction à Nîmes. Cette procédure permet aux gendarmes d'agir dans le cadre d'une enquête judiciaire et leur donne notamment le droit de perquisitionner. Les enquêteurs, qui recherchent Pauline Lafont depuis le 11 août, ne pouvaient agir jusqu'à présent que dans le cadre purement administratif, limité à de simples additions de témoins.

La comédienne, qui a quitté la demeure familiale de Saint-André-de-Vaubourg en laissant ses papiers d'identité et une importante somme d'argent, n'avait toujours pas été retrouvée lundi 22 août. Si des témoins ont signalé sa présence en de nombreux endroits, les gendarmes ne semblent retenir que les déclarations d'un voisin qui affirme avoir aperçu la jeune comédienne sur le bord de la route près de la maison familiale.

● Ouverture d'une information judiciaire après la mort d'un forcené. — Le parquet du tribunal de Douai (Nord) a ordonné l'ouverture, le 22 août, d'une information judiciaire après la mort d'un forcené, tué par un policier alors qu'il braquait une arme sur sa femme dans son appartement de Dechy (le Monde du 23 août). L'enquête devra établir si le policier, le sous-brigadier Robert Foveau, a tiré en état de légitime défense, alors qu'il tentait de détourner l'attention de Guy Dupont, un chômeur dépressif. Plusieurs témoins, cependant, ont nuancé cette hypothèse. Pendant leur face-à-face armé, le policier et Guy Dupont se seraient parés un instant, le père de famille allant jusqu'à dire au fonctionnaire : « Tire le premier, je tirerai après. » Selon ces témoins, le sous-brigadier aurait alors fait usage de son arme.

REPÈRES

Sécurité routière

Une déclaration de M. Rocard

Dans un entretien accordé à France-Soir, le premier ministre aborde le problème de la sécurité routière et annonce des mesures prochaines. « Les accidents de la route coûtent chaque année à la collectivité 100 milliards de francs, si l'on inclut le coût de tous ces grands blessés, dont plus de la moitié ont moins de trente ans, et qui seront soutenus par la Sécurité sociale la vie durant. »

C'est beaucoup plus que le déficit de la Sécurité sociale, ajoute

Au tribunal administratif

L'Etat est condamné après le congédiement d'un instituteur détaché à la prison de Poitiers

Instituteur à la maison d'arrêt de Poitiers, Gilles Bergeas avait été congédié le 23 septembre 1986. Le tribunal administratif de Poitiers vient de se prononcer en sa faveur.

A la rentrée 1986, Gilles Bergeas avait été détaché sur sa demande à la prison de Poitiers pour un emploi à mi-temps. Il travaillait aussi dans une institution de jeunes en difficulté dépendant également du ministère de la justice. Vingt jours après sa prise de fonction à la prison de Poitiers, l'administration pénitentiaire suspendait son autorisation d'entrée (le Monde du 28 septembre 1987). C'est seulement sur les injonctions du tribunal que le ministre de la justice a fait connaître les raisons de sa décision, qui serait motivée par « les activités qu'aurait eues Gilles Bergeas, et notamment sa participation en 1981 à un mouvement en faveur de la libération d'un délinquant de droit commun ». Selon la direction générale de l'administration pénitentiaire : « Les prises de position de cet instituteur ne garantissent pas la nécessaire neutralité de l'enseignement » et celles « étaient contraires aux

strictes réserves imposées aux agents pénitentiers. »

Dans une décision du 29 juin dernier, le tribunal administratif de Poitiers a tranché : « Les reproches sur les activités de Gilles Bergeas ne sont appuyés sur aucun élément de preuve sérieux. En tout état de cause, antérieurs de plusieurs années ils ne pouvaient justifier l'abrogation de l'autorisation d'enseignement dans cette prison. »

L'Etat est condamné à verser 7 500 francs d'indemnités à l'instituteur.

Cependant, Gilles Bergeas n'a toujours pas retrouvé de poste dans une maison d'arrêt. Il exerce désormais dans un institut médico-éducatif (IME), où il s'occupe de jeunes délinquants intellectuels. « Je suis triste qu'on ait pu en arriver là. Si je n'avais pas été fonctionnaire, j'aurais été licencié », conclut-il. Pour M. Jean Marie, secrétaire national du Syndicat national des instituteurs (SNI), l'affaire n'est pas terminée : « Même si le succès n'est pas négotiable, Gilles Bergeas doit pouvoir retrouver son poste à la prison. Le dossier sera repris dès la rentrée. »

Après avoir été condamné

Un adolescent accuse sa mère de l'avoir poussé au parricide

En avouant qu'elle était à l'origine de l'assassinat de son mari, Georges T..., cinquante-trois ans, une femme de trente-neuf ans vient d'atténuer la culpabilité de son fils, jugé et condamné pour ce meurtre il y a deux ans. Le 20 octobre 1986, Georges T... dévalait à La Capelle-Livron (Tarn-et-Garonne) des suites de violents coups assésés à la tête. L'épouse de la victime et ses six enfants faisaient alors tous le même récit : au cours d'une dispute, Georges T... avait menacé sa

femme, et l'un de ses fils, un adolescent de dix-sept ans, avait mortellement frappé son père avec une bouteille. L'adolescent avait été condamné en mai dernier par la cour d'assises du Tarn-et-Garonne à deux ans de prison avec sursis et cinq ans de mise à l'épreuve.

Les gendarmes, peu convaincus par les aveux de l'adolescent, l'ont de nouveau interrogé à l'occasion d'une autre affaire. Celui-ci a alors accusé sa mère : elle lui avait ordonné de tuer son père avec l'aide de son amant, Jean-Christian Sarrau, quarante-deux ans. Tous deux avaient donc tué Georges T. devant les cinq autres enfants, qui se sont tus depuis deux ans.

La version donnée aux gendarmes, le jour du meurtre, avait été mise au point par la mère. Celle-ci a tout avoué : elle a été inculpée de complicité d'assassinat et écrouée à la prison de Montauban. Son amant, Jean-Christian Sarrau, inculpé d'assassinat, a été écroué à la prison de Toulouse.

● La vengeance d'un adolescent contre des policiers. — Parce qu'il voulait venger l'un de ses amis blessé en juillet par un policier, un jeune délinquant de dix-sept ans a endommagé plusieurs véhicules du commissariat de Villeneuve-d'Ascq (Nord), dimanche 21 août, au moyen d'une voiture volée. Il a ensuite tenté de renverser les policiers qui ont fini par l'intercepter. Le jeune homme avait déjà été interpellé le 1^{er} juillet pour un vol de voiture, puis remis en liberté. Au cours de cette interpellation, son ami Patrick Crombet, dix-huit ans, avait été gravement blessé d'une balle dans le cou par un policier. Ces incidents font suite à la « guerre d'usure » que de jeunes voyous livrent depuis des mois au commissariat de Villeneuve-d'Ascq.

CATASTROPHES

Après le séisme qui a fait de nombreuses victimes

Le Népal en état de choc compte sur l'aide étrangère

La population du Népal est en état de choc après le séisme du dimanche 21 août. Le ministre de l'Intérieur, M. Nirajan Thapa, qui a fait une tournée dans les régions les plus touchées — Dharan, Dhanu, Tapjungur — recensait lundi 450 morts et 562 blessés, dont 106 grièvement. Mais la Croix-Rouge népalaise parlait déjà de 1 200 blessés, et ces chiffres n'étaient que provisoires. « Il y a peut-être beaucoup plus de morts et les offres d'aide étrangère seront les bienvenues », a déclaré M. Thapa. Certains villages des contreforts himalayens n'ont pu être joints, en raison des pluies abondantes et des destructions provoquées par le tremblement de terre.

Le bilan est lourd aussi du côté indien, avec au moins 450 victimes — des sources officielles font état de 650 décès dans l'Etat du Bihar où s'est rendu le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi. Les pluies de la mousson rendent difficiles l'acheminement des secours et la recherche des survivants. Le bilan s'alourdit sans doute encore. Les régions les plus touchées sont celles

de Darbhanga, de Madhubani, de Regusarai et de Saharsa.

Aucun séisme n'avait été aussi meurtrier dans la région depuis celui de 1934, qui fit 11 000 victimes. La zone touchée est particulièrement étendue. Une première estimation fait état de 50 000 habitations détruites ou endommagées. Les secours ont été ressenties jusqu'à New-Delhi et à Calcutta. Au Bangladesh, une cinquantaine de personnes ont été blessées en raison de la panique provoquée par le séisme.

De nombreuses organisations caritatives ont lancé des appels à la solidarité : en France, le Secours catholique, l'Action d'urgence internationale, le Secours populaire français (1). Une équipe de Médecins sans frontières est partie lundi pour la région touchée. — (AFP, AP, UPI)

(1) Secours catholique, 106, rue de Bac, 75007, CCP : 7-376 Paris ; Action d'urgence internationale, 10, rue Félix-Ziem, 75008, CCP : 15820-177 Paris ; Secours populaire français, 9-11, rue Froment 75003, CCP : 23-335 Paris.

RELIGIONS

Réuni à Hanovre

Le Conseil oecuménique des Eglises réclame une plus grande justice sociale

Réuni à Hanovre en Allemagne fédérale, du 11 au 20 août, le comité central du Conseil oecuménique des Eglises (COE) a constaté que, dans de nombreux pays, les droits de l'homme ne sont pas respectés et a réclamé un partage équitable des ressources de la planète.

Un office en plusieurs langues, pour clore la session, a symbolisé les préoccupations communes de trois cent sept Eglises protestantes, orthodoxes et anglicanes du COE. Leurs représentants, parlant au nom de quatre cents millions de chrétiens, ont préparé l'Assemblée générale du Conseil oecuménique, qui aura lieu en 1991 en Australie à Canberra, et renouvelé le mandat de leur secrétaire général, le pasteur uruguayen Emilio Castro.

Le Proche-Orient était au cœur des discussions du comité central qui a demandé au secrétaire général des Nations unies la réunion d'une conférence internationale sur la paix. Il faut arriver à des accords sur « la reconnaissance et la garantie des droits de tous les Etats de la région, y compris l'Etat d'Israël, pour vivre dans la sécurité à l'inté-

rieur de frontières internationales reconnues », ont réclâmé les membres du comité.

Evocant les questions africaines, le comité central a souhaité la création d'un Etat souverain en Namibie, renouveau de la condamnation de l'apartheid et demandé la libération sans condition de Nelson Mandela, le leader noir emprisonné en Afrique du Sud. Il a aussi « encouragé les Eglises à soutenir la campagne internationale de boycottage de la compagnie pétrolière Shell ». D'autres pays ne respectant pas les libertés individuelles ont été dénoncés : Haïti, le Soudan, la Birmanie, mais aussi la Roumanie et sa politique contre les minorités ethniques.

En revanche, le nouveau climat qui règne à Moscou a réjoui le comité central du COE. Il a encouragé ses membres à célébrer la Journée des droits de l'homme le 10 décembre prochain. Ce thème sera abordé en 1991 à Canberra pour l'Assemblée générale, ainsi que « l'environnement, le partage équitable des ressources et la justice sociale ».

SPORTS

Le football français en effervescence

Les entraîneurs sans diplômes seront poursuivis en justice

Dans le football français en effervescence, le débat roule sur le terrain de la compétence. Même s'il s'est replié en défense à la veille d'être jugé, le mardi 23 août, par le bureau du conseil fédéral, le joueur marseillais Eric Cantona n'a pas vraiment réuni le fond de sa pensée. Après une nuit de réflexion, Henri Michel, directeur technique national, n'est pas devenu à ses yeux le sélectionneur le plus compétent du monde. « A l'avenir, il faudra que je dise les choses avec beaucoup plus de diplomatie pour que cela passe mieux », a-t-il simplement regretté.

Attaqué, Henri Michel a aussitôt reçu le renfort de ses pairs. L'Union nationale des cadres techniques professionnels du football (UNECATEF) lui a apporté lundi son « soutien professionnel et moral (...) pour la préparation de la Coupe du monde de 1990 ».

La valeur d'un entraîneur est certes soumise aux résultats et à l'appréciation de la commission de son employeur, mais un technicien barbu de diplômes ne peut que recevoir l'appui unanime de la corporation.

Réunis lundi à Paris, les entraîneurs de l'UNECATEF opèrent en première et en deuxième division ont décidé d'engager des poursuites judiciaires contre leurs collègues qui ne possèdent pas le brevet d'entraîneur sportif et qui sont donc en infraction avec la loi. Cette mesure vise les entraîneurs étrangers, sauf Kasperczak (Strasbourg) et Jakac (Sochaux), ainsi que quelques Fran-

çais, dont Roland Courbis (Toulon). Les présidents de club qui emploient ces entraîneurs sans diplômes seront poursuivis pour complicité. L'UNECATEF va aussi demander à la Fédération française de football et à la Ligue nationale de football d'interdire aux contrevenants l'accès au banc de touche pendant les rencontres de championnat.

Enfin, au sujet des nouvelles consignes données aux arbitres, les entraîneurs ont constaté avec intérêt une « amélioration de l'arbitrage dans les derniers matches », mais ils réclament totalement les « superviseurs », ces observateurs placés dans les tribunes pour noter les actions litigieuses qui échapperaient à l'arbitre. « Incompréhensibles », ont-ils tranché en chœur.

● ESCRIME : Philippe Boisse renonce à Séoul. — Champion olympique à l'épée en individuel à Los Angeles et sélectionné pour l'épreuve par équipes pour Séoul, l'escrimeur parisien Philippe Boisse a décidé, le lundi 22 août, de ne pas participer aux prochains Jeux olympiques pour des raisons médicales. Blessé et opéré à deux reprises cette saison, il s'est jugé insuffisamment remis pour honorer sa sélection.

● CYCLISME : les championnats du monde sur piste. — L'italien Claudio Golinelli a remporté, le lundi 22 août à Gand, l'épreuve du keirin (sprint) professionnel, devant son compatriote Ottavio Dazzan et le Belge Michel Vastent.

MERCREDI

Culture

CINÉMA

... Le Monde • Mercredi 24 août 1988 • 9

« Quelques jours avec moi » de Claude Sautet

L'ami retrouvé

Il y a toujours des averses et des bistrots, mais dans le dernier Sautet un ton neuf, plus léger, une fin heureuse même et des acteurs en état de grâce.

Un ami parfois ne donne pas de ses nouvelles. On s'inquiète, d'autant que, la dernière fois qu'on l'avait vu, il avait pas très bonne mine. C'était le cas de Claude Sautet. En 1983, il nous proposait *Garcin*, où Yves Montand passait les plats avec une faconde un peu forcée. On s'était dit : « C'est dur de vieillir ». On pensait à Montand qui se refaisait une jeunesse un peu plus tard en se vieillissant carrement dans le rôle du « Papet » de *Manon des Sources*. On pensait aussi à Sautet. Dont les visages de femme, les averses soudaines, les bistrots indigestes, les maisons d'été, l'absence de famille. Pensait à lui, on pensait à une histoire simple, aux choses de la vie.

Cinq ans ont passé depuis *Garcin*. Puis, sans crier gare, s'annonce un nouveau Sautet. *Quelques jours avec moi*. Vite le dire tant on est ravi d'avoir à la barre, c'est un très bon film. Plein de sève et d'inspiration retrouvée, plein de qualités qui n'étaient pas forcément celles que Sautet cultivait le mieux : l'humour, la désinvolture, la légèreté.

Martial (Daniel Auteuil) sort d'une maison de santé où il a conduit une aphasie volontaire. Il se sentait plus jeune qu'il n'avait plus rien à dire à sa mère, à sa femme, à l'amant de sa femme. On le com-

prend. Grands bourgeois caparotés d'argent et de certitudes, ils l'asphyxiaient tout à fait. Pour fêter sa « guérison », Maman (remarquable Danielle Darrieux) décide en accord avec le conseil d'administration d'envoyer le petit en tournée d'inspection en province. Très doué pour les chiffres, Martial. Il ira vérifier les comptes de cinq supermarchés. Une ville par jour. Ça distrait, les voyages.

Martial s'en va, docile, avec sa petite valise. Mais il s'en va aussi plus loin que Limoges. Où tout va le retenir. Le ramener. L'attacher. Tombant sur Monsieur Fonfrin, patron de centre commercial fanfaron et fraudeur (Jean-Pierre Marielle, grandiose) et son épouse (Dominique Lavanant, succulente), il se régale bientôt à les persécuter. Mais de rien, c'est un terroriste Martial. Il déstabilise les élites locales, il sème une irremédiable pagaille. Il n'est pas « conforme » à son rang, à sa fonction, à son clan, à sa classe. Ainsi emprunte-t-il l'employé de maison des Fonfrin, prétendant pour donner un grand dîner dans l'immense appartement vide qu'il vient de louer. En fait, la seule convive sera la subrète cuisinière, Francine (Sandrine Bonnaire).

Situation de comédie pure qui se développe très joliment. Francine obéit à la séduction pour loquace de Martial sans quitter pour autant son petit ami, l'ancien Fernand (Victorien Larros, touchant). Un troisième larron, le docteur Rocky (Gérard Lancel, efficace), enlève la belle. Tandis que les Fonfrin et leurs amis, tel le chœur satirique, commen-

cent l'action à contre-temps, totalement dépassés par les événements.

Soudain le film bascule. Le complot du drame décapite la marguerite qui s'effeuillait. Francine quitte Marivaux pour Zola, et dans les coulisses poisseuses d'un café triste meurt de ses trois hommes. Horreur ! Mais... Eh bien non ! Comme un acrobate qui fait mine de louter le saut de la mort et se rattrape en beauté au trapèze volant, Sautet, contre toute attente maintenant la

barre de la comédie et d'un crime fait une délivrance.

Tout le film est de même un petit châtiment. Martial, qui s'est attribué le meurtre, est à nouveau enfermé dans un asile de luxe. Il neige, et allongé sur un banc il se sent pas le froid. Un jour, elle viendra.

Où il y a même dans *Quelques jours avec moi*, encore une nouveauté chez Sautet, une fin qu'on peut dire heureuse.

Tout le film est heureux, d'ailleurs, défendu par des comédies lancées, puis retenues et démontées comme des pur-sang en liberté. Une caméra gourmande les suit, puis les précède, marche à leur côté, ne les quitte pas de l'œil. Ainsi dirigée, canalisée, et sans aucun doute aimée, Daniel Auteuil et Sandrine Bonnaire surprennent, séduisent, méritent une véritable adhésion à leur travail. Lui, comme timide d'abord, tasse de composer, s'essaye à la totale sobriété et y gagne un charme inédit, une variété. Elle, comme délivrée des fécondes pulsions de mort que lui ont offert Pigault, Ducloux, Varda, apparaît déboulée, fraîche et belle, et riante et talentueuse tout autant. Irrésistible.

Voilà, on est content. En plus, c'est beau un film d'amour où personne ne dit : « Je t'aime ».

D. H.

Un entretien avec le réalisateur

« Les jeunes enfin »

— Vous avez eu longtemps une famille de comédiens, Montand, Piccoli, Romy...

— Oui. Avec Romy, nous étions arrivés à nous retrouver comme certains vieux couples. « Qu'allons-nous pouvoir faire de nouveau, maintenant ? » C'était à la fois délicieux et difficile.

— Pour les personnages de Francine et de Martial, vous avez tout de suite pensé à Sandrine Bonnaire et à Daniel Auteuil ?

— Sandrine, oui. Pour moi, elle était ce personnage populaire avec toute son aristocratie. Une force. Un éclat charnel. Je l'avais évidemment beaucoup aimée dans *À nos amours*. Sans toi ni loi. Mais je pensais davantage à elle dans *Police* où, temps en temps elle souriait... J'avais un peu le trac de la rencontre, et puis je l'ai vue : elle me regardait, elle buvait du vin rouge. J'ai été pleinement rassuré. Elle pas, elle a hésité avant d'accepter le rôle, elle le trouvait « trop proche d'elle ».

Il faut

que tu lises beaucoup.

— Vous dites Sandrine, oui. Alors, Auteuil, non ?

— En effet, je n'étais pas sûr, et lui non plus ! Au contraire de Sandrine, il répétait : « Martial, ce n'est pas moi ». Je lui ai parlé du personnage, de son background. Je cherchais à l'attirer, à l'entraîner. Je lui ai dit, un peu au hasard : « Il faut que tu lises beaucoup ». « Quoi ? » J'ai lancé comme on jette à pile ou face : « Lis un peu Proust ». Il n'a pas lu Proust, mais Lermontov, *Un héros de notre temps*. Ça l'a aidé, semble-t-il.

— Nous avons tourné pratiquement dans l'ordre chronologique. Dès les premières scènes où Martial est encore bloqué, Auteuil est très bien, parce qu'il est opaque, étranger, comme étonné d'être là, ce qui était le cas. Et puis il est entré dans le film, complètement, et il a dépassé mes espérances.

— Vous avez plutôt donné pendant des années des comédies pessimistes. *Quelques jours avec moi* est votre premier drame optimiste ?

— C'est vrai, j'ai changé. Je vois les choses d'un point de vue plus positif, à cause de mes enfants, de mes petits-enfants. Je peux décrire un crime, un crime social comme un soulagement... Je me place enfin du côté des jeunes gens. L'époque est dans un état d'auto-critique tellement complaisant que c'est insupportable pour eux. Tourner en dérision notre société et le monde entier, ça bouche l'horizon. La négation des sentiments, ça suffit. La peur des sentiments c'est comme la peur du ridicule. Il faut la vaincre.

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN.

Une interview du maire de Montréal

Le temps de l'ouverture

Le Festival des films du monde s'ouvre le 24 août à Montréal.

Ambition du maire : faire de sa ville la plaque tournante entre Europe et Amérique.

« J'ai longtemps été animateur d'un club dans ma paroisse. On rêvait de scène. On a même fait des petits films d'amateur. »

Diffuseur du cinéma, Jean Doré, quarante-trois ans, marié, deux enfants, physicien de football, est maire de Montréal où s'ouvre, mercredi 24 août, le Festival des films du monde.

L'agglomération de Montréal compte deux millions d'habitants, la ville elle-même « la corporation Montréal » pour reprendre l'expression de son maire — y est pour 1 million. Dans le budget 1988, 2,7 millions de dollars sont affectés au soutien direct des manifestations culturelles : Festival du film, Festival de jazz ou pour la première fois en 1987 des jazzmen américains sont produits en territoire nord-américain, festival du rire, nouvelle danse. Cent jours de l'art contemporain, Images du futur (une exposition centrée sur les images générées par ordinateur). « Indépendamment de l'action du conseil des arts (agglomération) qui gère 3,5 millions de dollars d'aide et de contribution aux artistes et aux créateurs, notre objectif — le mien comme celui des maires des banlieues, partie prenante à 30 % — est de faire passer les montants gérés par le conseil des arts à 8 millions de dollars, soit 1 % du budget de la communauté urbaine. On en est pour l'instant à 0,5 % ».

Le Festival des films du monde représente un afflux touristique substantiel. Le maire annonce : « Quand les hôtels sont pleins, nous en sommes ravis, mais ce sont des bénéfices qui reviennent directement au gouvernement du Québec, donc, à la limite, la ville n'y touche pas. L'intérêt pour lui réside dans le mélange de public et de professionnels ».

« C'est aussi l'occasion de faire valoir la production, de rencontrer d'autres professionnels, de susciter des associations et des co-

productions. Les retombées directes sont importantes : les entreprises culturelles génèrent près d'un milliard de dollars d'activités économiques à Montréal. »

D'où une détermination à faire de la ville une capitale du cinéma et de l'audiovisuel. Sur ce plan-là, Jean Doré le reconnaît, Montréal a pris un singulier retard par rapport à Toronto et Vancouver. Montréal a un sérieux handicap : on n'y a pas encore de studio de grande capacité apte à faciliter la compétition. Doit être inaugurée (mais est déjà en activité) une cité de l'audiovisuel, TSIérop, érigée sur un terrain dont disposait Radio-Canada à l'est de Montréal, qui comporte dix studios de télévision, plusieurs maisons de production, des services d'information et de communication. Un terrain adjoint est requis pour une extension, tandis qu'à la cité du Havre, près de l'île Notre-Dame, l'audiovisuel a déjà installé un premier studio. Montréal se donne deux ans pour disposer d'une gamme complète d'outils permettant une production de haut niveau.

Entretiens, la ville tout entière joue les studios. Alain Rudolph y reconstruit le Paris des années 20 pour les *Moderne* et Jerry Schatzberg y reconstitue le New York des années 40 rue de Saint-Smart. Plus souvent qu'à son tour — quant à la production nord-américaine — Montréal se masque en autre chose que Montréal. Loin de se sentir insulté, le maire y voit une spécificité de la ville : « tous les cadres s'y trouvent : historique, moderne, futuriste, urbain, quartier nouveau, vieille ville, cité située le long d'un fleuve, avec une montagne à côté de la nature à portée de main. L'essentiel est que la route qui conduit au Montréal du cinéma et de l'audiovisuel soit de plus en plus et de mieux en mieux fréquentée. »

Ambitieux. Mais où trouver l'argent ? Fonds publics (directs ou indirects sous forme de services), et fonds privés astucieusement attirés. En dehors de ce que le gouvernement de la province peut accorder, Montréal-peut-elle vendre des initiatives d'incitation fiscale quant à l'investissement privé ? En gros, non : tenue par la loi de la province, la municipalité n'a pas compétence pour édicter un système de dégrèvement fiscal. « La même contrainte n'existe pas en Ontario. Toronto est à titre grand

parti depuis 1984. C'est une hypothèse qu'on étudie actuellement pour Montréal. »

La rivalité entre Toronto et Montréal est légendaire. Ancien reporter à Radio-Canada (l'attachement francophone), Jean Doré fut un temps attaché de presse de René Lévesque, premier ministre du Québec de 1976 à 1985, avant de devenir le bras droit de Jean Doré. Alors que le fédéraliste Jean Drapeau quitte rarement le Québec, Jean Doré passe une bonne partie de son temps à établir des ponts avec Ottawa et — oui — Toronto. Début 88, à l'initiative de Toronto et de Montréal, une vingtaine de villes canadiennes se réunissent en un colloque intitulé « les arts et la ville », dans la perspective d'une réforme à l'exemple des États-Unis — les donations aux fins de culture déductibles des impôts.

Retenant la leçon du référendum de 1980, à l'issue duquel le Québec ne réussit pas à devenir nation indépendante, Jean Doré décide de canaliser l'inspiration déployée pour la cause de la sécession dans le domaine de l'économie et de la culture. A bilinguisme, il vous répond : « multiculturelle ».

Montréal multi-cultures, multi-ethnies est une réalité. Il faut bien le constater et travailler avec, et dans certaines cas dynamiser : il y a plus d'une centaine de communautés culturelles différentes. »

Pour être. Mais la bête noire ne demeure-t-elle pas anglophone ?

Jean Doré replace les choses dans le contexte historique d'une affirmation d'identité, tant linguistique qu'économique. Il constate que l'ouverture joue aussi de l'autre côté : il y a dix ans, il était impensable de voir à Toronto un journal francophone ou, pour un auteur, de pouvoir s'y faire éditer en français. Aujourd'hui, les anglophones de Toronto font faire à leurs enfants leurs études secondaires dans des écoles francophones. Lui-même impose à sa famille de ne parler que l'anglais à table — ce qui fait aussi son plaisir. « Les décideurs, les intellectuels, lisent aussi bien le *New York Times* que le *Monde*, le *Nouvel Observateur* que le *Newsweek* — nous faisons la synthèse de ces deux courants-là. » Il rêve (sérieux ?) de faire de Montréal « l'interface entre l'Europe et l'Amérique du Nord. »

HENRI BÉHAR.

« Bonjour l'angoisse », de Pierre Tchernia

Salut Serrault

La nouvelle comédie de Pierre Tchernia manque un peu de mordant.

Mais pour mordre, il faut être méchant...

Pierre Tchernia est un homme doux, cinéphile, chaleureux. Il a pour ami un comédien fon, électro-que, prodigieux, Michel Serrault.

De temps en temps, Pierre Tchernia fait un film, quatre en seize ans. Ce sont des comédies. On y relève une aspiration louable à la coquetterie, une grande tendresse pour les acteurs, un bienveillant contenu social. Les faibles, à la fin, s'y montrent toujours plus forts que les puissants, et les gentils que les méchants.

C'est pas une question assez dure pour « Monsieur Cinéma ». Mais les films de Pierre Tchernia ont un point commun, lequel ? Michel Serrault, bien sûr. Pierre Tchernia l'aime tellement que parfois, comme dans la *Gauche* de l'autre hier, et comme dans *Bonjour l'angoisse*, aujourd'hui, il lui offre un double rôle.

Cette fois Serrault est Michaud, un timide, un rêveur, un velléitaire, un Walter Mitty hexagonal qui s'égare de son emploi (mécanicien de cadre dans une maison de protection contre le vol, Stoppalarm, en s'imagi-

nant pilote de guerre, « incorruptible » à Chicago, ou en convenant dans les miroirs avec son double plus flamboyant que lui. Un jour Michaud est témoin d'un hold-up et photographié au milieu des gangsters depuis une fenêtre par un jeune homme qui a la jambe dans le plâtre (belle Hitchcock !). Le héros qui somnole en Michaud alors se réveille, et se révèle aux yeux éblouis de sa famille, de son PDG qui, enfin conscient de sa valeur, le nomme directeur.

L'histoire, signée Tchernia et Gollub permet de bonnes variations sur le thème. Les partenaires principaux de Serrault (Guy Marchand, Jean-Pierre Bacri, Pierre Arditi) sont tout à fait à la hauteur, et Bernard Haller dans une silhouette de loufiat dépressif est délicieux.

Que demander de plus ? Du tonus, du nerf, du mordant. Justement pour mordre, ne faut-il pas être un peu méchant ? Chez Tchernia, même les salades sont sympathiques. Résultat, le singulier génie de Michel Serrault n'est sollicité qu'avec parcimonie. Et les gags défilent gentiment, en range par deux, nombreux mais laborieux.

Pierre Tchernia aime le cinéma, il aime Michel Serrault, on les aime tous les deux. Et pourtant leur film, on ne parvient pas à l'aimer comme on aimerait. Bonjour l'angoisse...

D. H.

MICKEY ROURKE

HOMEBOY

MICKEY ROURKE

HOMEBOY

Un monde inépuisable

ANDRÉ CHÂSTEL



reliefs de dorure et de vernis poly-
chromes. Les « menuisiers en
ébène », appelés après la Révo-
lution « ébénistes », sont des nou-
veaux, souvent d'origine hollandaise
ou allemande, qui n'utilisent ni les
mêmes bois, ni les mêmes outils
pour réaliser des ouvrages d'un
étonnante diversité : meuble-
légers, incrustés de bois de couleur
ou d'émaranité, dont tout le mouve-
ment s'affirme dans la ligne et dans
les susciteur pour les « petits ap-
pareils ». Avec la liste des fabri-
cants dans l'une et l'autre catégo-
rie et le tableau de leurs estampilles,
on pénètre définitivement, grâce à Ver-
let, dans l'organisation foisonnante
d'un des grands métiers du passé.

Verlet est mort à soixante-dix-neuf ans. Il était entré au Département des objets d'art du Louvre en 1934. Il en devint conservateur en chef en 1945. On lui doit plus d'un millier d'acquisitions, quelques-unes considérables. La raison en est qu'avec un mélange surprenant de rigueur et de fantaisie, il a su rassembler les consoles rares, les tables estampillées, les fauteuils de marque. Et ceci, de bonne heure, grâce à une mémoire infatigable et à une méthode stricte dont le secret est simple : son esprit fonctionnant comme un véritable fichier, il avait compris en bon caractériste qu'il fallait interroger les documents du garde-meubles royal, chaque fois qu'un objet nouveau était amené dans le musée, jusqu'à la Couronne. Les livres de l'Ancien Régime étaient bien tenus ; les meubles étaient marqués ; les identifications suivaient. Verlet a formé toute une école de conservateurs et d'historiens sur ces principes. L'étude du *fastueux mobilier* réalisée à partir de Louis XIV et surtout jusqu'à Louis XV, fut le résultat de son travail, et devint ce qu'on nous présente, le *travou...* scientifique

Le châteaun de Vauvillies était un champ d'application exceptionnel auquel Verlet se consacra avec une passion intransigente. Dans l'ouvrage qu'il publia en 1961 et réédita en 1985 (2), il rappelait la vente « absurde » du mobilier, qui eut lieu en 1793 et 1794 et dispersa dans le monde entier les chefs d'œuvre de la collection de Vauvillies. 10 000 monnaies livrées au commissaire. Il pensait que ce malheur pouvait être un sens réparé en jetant les filets d'une érudition vigilante sur les débris de la vente, les inventaires de collection.

Un merveilleux article sur «Le commerce des objets d'art et les marchands-merciers de Paris au XVIII^e siècle» (*Annales*, 1958) a suffi pour ouvrir les portes de la rue Saint-Antoine, les pratiques et la vitalité d'un artisanat unique en Europe. Dans une autre étude irremplaçable sur «Ces marchands de Paris» (*Revue de l'histoire de l'art*, 1955, rééd. 1982), XVII^e-XVIII^e siècles, on observe, capti-

respecter une parfaite neutralité politique, dont un comité de parainage composé de personnalités sera le garant. La rédaction, qui regroupe dix-huit journalistes, sera dirigée par M. Gérard Carreyrou, ancien directeur de l'information d'Europe 1 et actuel responsable du service France à TF1. Il sera assisté d'Alexis Liebaert, ancien chef du service politique du *Matin de Paris* et rédacteur en chef du *Journal des élections*.

Le lancement de *Profession politique* bénéficie d'un investissement de départ de 1 million de francs qui devrait être porté à 7 millions de francs dès la fin août. Les pourparlers avec le groupe Cible — présent dans le capital du quotidien *Le Sport*, aujourd'hui en dépôt de bilan — ayant échoué, les actionnaires du nouvel hebdomadaire sont la banque d'affaires du Crédit agricole, la société capital-risque du groupe Chanel et le fondateur du titre, M. Crespelle.

● **M. Gérard Carreyrou** prend la tête du département France de la rédaction de TF1. — M. Gérard Carreyrou, ancien directeur de l'information d'Europe 1 jusqu'en mars dernier, devrait prendre en septembre la tête du département France de la rédaction de TF1. Jusqu'à présent commentateur politique sur la Une, M. Carreyrou coiffa ainsi l'activité des services politiques, économiques et social de TF1.

● Des syndicats d'acteurs perturbent le tournage d'une série pour la Cinq. — Des représentants de quatre syndicats d'artistes-interprètes ont perturbé, lundi 22 août, le premier jour de tournage d'une série commandée par la Cinq. Les acteurs CGT, CPDT, FO et membres du SIA (autonomes) protestent, « dans le cadre de la grève votée il y a plusieurs mois par la profession uruguayenne », contre le refus de la chaîne de signer la convention collective. Produite par Espaces Images, cette série avec Pierre Douglas dans le rôle principal doit en principe être diffusée sur la Cinq à partir de la mi-septembre.

De notre correspondant particulier

1 « Esquisses parisiennes »

Un écrivain peut-il faire un bon journaliste ? Et réciproquement ? Il y a, vous vous en doutez, beaucoup de réponses à ces graves questions. Mais nous nous contenterons de citer quelques-uns d'écrivains et de journalistes qui se sont mis en tête d'empêtrer sur le territoire du voisin. Ça tombe bien, les éditions de la Différence viennent de publier sous le titre *Esquisses parisiennes* vingt lettres écrites de Paris par Henry James, du 22 novembre 1875 au 4 août 1876, et qui furent publiées au fur et à mesure par notre excellent confrère, le *New York Tribune*. Ces chroniques sont traduites de l'anglais et présentées par Jean Pavans (98 F).

En 1875, Henry James, déjà âgé de trente-deux ans, il avait déjà fait, nous dit son préfacier, en 1869, un long séjour en Europe. Il avait passé l'automne de 1872 à Paris. Et je crois me souvenir qu'il raconte dans une étude assez curieuse, assez assez bizarrement, sur Flaubert, écrite après la mort de ce dernier, qu'il se trouvait dans la capitale avec sa famille au moment de la publication de *Madame Bovary*, c'est-à-dire en 1856, quand il avait treize ans. Il revolt encore sur une petite table, un quénoué peut-être, l'exemplaire jaune de la *Revue de Paris* de Maxime du Camp, où il y avait un long fragment du roman qui allait faire scandale. En 1875, quand Henry James se trouvait à Paris, c'est quand Henry James de retour n'espérait pas pourvu d'ambition. Il se voit un peu comme le Benjamin Franklin de la littérature américaine qui ferait sa tournée des grands ducs en commençant par l'inévitable Paris. Il s'agit pour lui d'étudier la « scène européenne ». En somme, il est l'envoyé spécial de la littérature de son pays, chargé de découvrir ce qu'il y a de curieux, de nouveau, d'excitant sur le Vieux Continent et d'en faire part à ses compatriotes pour leur plus grand profit.

Aux Etats-Unis, James n'est pas un inconnu, loin de là. Il a publié des articles, des nouvelles et deux romans dont *Roderick Hudson*. S'il tient si fort à devenir correspondant d'un grand journal new-yorkais à Paris — car il y tient — c'est naturellement pour des raisons financières, même si l'on n'est pas dépourvu d'argent, ce qui est son cas, cela ne l'empêche pas d'être avide de nouvelles, de tout ce qui met le comble à sa soif de puritain, en travail comme tout le monde. C'est aussi pour des raisons de prestige auprès de ses relations françaises. Dire avec négligence à Flaubert ou à Tourgueniev que l'on est correspondant du *New York Tribune*, c'est une autre carte de visite que de s'avouer banal touriste. Il y a une ingénuité dans ces sortes de lettres, l'envie de se faire valoir, de se délecter devant les sages questions de « notre envoyé spécial », qui devient parfois réaliste !

Mais ce qui me plaisait surtout à James, c'était cette obligation de prendre des notes, d'écrire régulièrement, de remettre sa copie à dates fixes. Observer la réalité française n'était plus seulement un jeu, mais un devoir. Entre journalistes à Paris, c'était pour lui ce qu'avait été pour Flaubert *Madame Bovary*, une cure de réalisme. Dans le préface, nous apprenons comment un ami d'Henry James réussit à convaincre le directeur de la *Tribune*, le fameux Reid, « de se passer de tout autre correspondant parisien Arsène Houssaye » et de le remplacer par James Junior. Il fallait un certain culot pour affirmer que le troc serait avantageux. J'ai une pensée émue pour Arsène Houssaye, dont je me sens plus proche par l'âge, le talent et la langue que de ce pré-

2 Pourquoi parler d'argent !

Ce qui se passa entre James et la Tribune est par certains côtés exemplaire de ce qui peut arriver à l'écrivain qui quitte sa tour d'ivoire pour la grande presse pleine de fange. Au début, c'est James qui avait des doutes, qui se demandait si la forme de son talent pourrait s'adapter à la vulgarité essentielle du journal, mais plus les semaines passèrent, plus James se piqua au jeu. Plus James y croit. Puisqu'il a écrit un papier et que ce papier a été imprimé, pourquoi il n'en écrirait pas quatre, dix. Plus il est imprimé, plus il a l'impression d'avoir acquis ce tour de main qui n'est pas si sorcier et qui fait le bon journaliste. Il est devenu un journaliste comme les autres et en plus il est resté l'incomparable Henry James. C'est vraiment tout bénéfice pour son journal.

A la vingtaine avec concordance, il n'y tient plus et demande avec nonchalance une augmentation. James a des excuses : l'océan le sépare de Mr. Whitelaw Reid. Il ne peut pas faire le journal des bureaux de la rédaction et aller à la messe le dimanche. Il se propose de faire tout son journal de ses réflexions sur la Cruche cassée, cet opéra-comique de Chaurac et Moineaux, où la grande Céline Chaurmont jouait le rôle de Colette (il ne s'agit pas de notre Colette !). Quand, le 9 avril 1876, bouleversé par les premiers neiges de Paris, il écrit : « Le ciel est gris et la neige est blanche, et la différence entre les bleus du ciel diurne et du ciel nocturne a été aussi légère que possible. Il n'y a aucun nuage dans le ciel, mais il y a de minces parties nueses vertes, de petites touffes de feuillage tendre et cru, capricieuses, seules à se lever au-dessus du gris du ciel, je ne crois pas qu'il ait été dans son intention de provoquer l'imitation du grocer ou de la butcher's wife du Bronx, après tout le météore est l'une des vedettes des journaux télévisés ! »

Mais le fait est que cette demande d'augmentation eut des conséquences regrettables. Mr. Whitlaw Reid, qui ne faisait peut-être que d'un coin distraire les papiers de son correspondant à Paris, les découvrit sous son vrai jour, il prit sa plus belle plume et fit remarquer à son distingué collaborateur que les lecteurs du *Journal des Débats* ne pouvaient pas se plaindre de la variété et le traitement de sujets d'intérêt pluri large ». Le patron de la Tribune pour mettre du baume à son renvoi éleva le débat. James n'était pas un cas isolé. Aurait-il été moins « éloigné des intérêts populaires » dans ses papiers, Mr. Whitlaw Reid aurait été pourtant obligé de se priver de ses talents,

3 Non?

A l'évidence, je n'ai plus la place cette semaine pour vous parler de choses sérieuses : de l'enseignement, du baccalauréat, comme je vous l'avais dit, j'ai reçu la lettre de mon professeur cette phrase : « Bravo les p'tits gars (et filles) qui ont franchi l'obstacle, car question indignité, ils et elles ont été copieusement servis, et je pense d'autant mieux savoir de quoi je parle en racontant l'histoire et la géographie dont la lourdeur de ces matières acquiescent confiné au délire. Sous cet angle, le baccalauréat, ça ne se trouve pas dans une pochette-surprise ! »

On peut se passer d'histoire et de géographie, je n'en découvrais pas. Mais pourquoi pour la possession, de lourdeur, de délire. Depuis trente ans quarante ans, la Terre reste à peu près la Terre, et si rien n'est fait, elle sera forcément un peu déserte dans le commerce, la compensation, elle s'est délestée du côté du passé, me semble-t-il, non ?

P.S : On peut lire par la même occasion et chez le même éditeur « Reverberator », un roman de James inspiré par son ressentiment contre cette maudite presse à scandale et *le Scaeu brisé* de Jean Pavans, étude, fantaisie, sur un thème de James.

ciné

PARIS EN VISITES

MERCREDI 24 AOUT

- Le musée Picasso en l'hôtel Saït, 14 h 15. 5. rue de Thorigny (Arts et culture).
- L'Éc. Saint-Louis, 14 h 30, métro Pom-Mare (Paris pittoresque et insolite).
- Le musée Rodin, 15 h 77, rue de Varenne (Paris et son histoire).
- Hôtel et jardins du Mazarin, place des Vauges, 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régénération du passé).

CONFÉRENCES

CONFÉRENCES

155, rue Kappeler, 19 à 30.
Mythe et réalité du troisième œil.
Entrée gratuite (Loge unie des Théosophes).

Informations « services »

Le ciel sera nuageux le matin sur le Centre et les Alpes puis deviendra ensoleillé l'après-midi.

Sur les autres régions, après dissipation des brumes et brouillards sur l'Aquitaine, le temps sera beau.

Samedi 27 août : Après dissipation des brumes matinales, le temps sera ensoleillé le matin.

En cours de journée une perturbation

pluvieuse accablera le Nord-Ouest du pays. Elle pénétrera en fin de journée de la Vendée au Bassin parisien et au Nord. A l'avant de cette perturbation une tendance orageuse se manifesterà de l'Aquitaine au Massif Central et aux régions du Centre.


continuer de s'enfoncer sur la France.

11 JUIN 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 AOÛT À 0 HEURE TU


The map shows the Paris Basin with the Seine basin highlighted. The Seine basin is labeled 'SEINE' and is shown with a hatched pattern. The map also includes a legend labeled 'LEGENDE' and a section labeled 'FAIBLES'.



MÉTÉOROLOGIE NATIONALE

TEMPS PRÉVU LE 24 08 88

DEBUT DE MATINEE



● TRÈS ENNUEGÉ / OU COUVERT !

//// PLUIE OU DÉLUGE

* NEIGE

— AVERGÉS

— ORAGÉS

— ÉCLAIRCS ET BOULEVARS

— SENS DE DÉPLACEMENT

TEMPÉRATURES		maxima - minima et temps observé		les 23-08-1988			
Valeurs extrêmes relevées entre le 22-06-1988 à 6 heures TU et le 23-06-1988 à 6 heures TU							
FRANCE							
AMCOCO	25	13	D	TOURS	19 7 C	LES ANGELOS	23 16 D
BARROUX	21	12	D	TOLUSE	21 11 N	LUXEMBOURG	17 11 D
BOULOGNE	21	12	D	PORT-ET-PORTES	21 22 D	MARSEILLE	29 12 D
BOURGES	19	7	D	ÉTRANGER			
BRESE	18	14	P	ALGER	31 17 D	MEXICO	25 13 B
CAEN	18	14	P	AMSTERDAM	31 17 D	MILAN	22 13 D
CLERMONT	17	11	N	ATHÈNES	31 23 D	MONTREAL	18 9
CLERMONT-FERR.	17	12	N	BANGKOK	33 25 C	NAIROBI	27 13 D
DUN	18	12	N	MARSEILLE	26 18 N	NEW-YORK	28 16 D
GRENOBLE-S.M.H.	23	10	N	MELBOURNE	21 12 D	OSLO	14 12 F
LIMOGES	16	8	S	MUSKELLES	18 11 D	PALMA-DE-MAJA	28 15 D
LYON	21	12	N	LA CAIRE	36 23 D	PARIS	20 20 D
LYONS-MERLE	17	11	N	CONRADSHAGEN	30 10 N	PRAGUE	22 17 D
MANCY	18	12	N	ANKARA	36 26 D	ROME	27 17 O
MAINTES	19	9	D	DELHI	35 27 D	SINGAPOUR	31 24 C
NICE	25	17	D	MERIDA	38 25 D	STOCKHOLM	21 21 N
NIMES	20	10	D	NOVOTY	36 27 D	TAGANROG	24 11 D
PAU	20	9	D	NOUMBOURON	31 28 C	TEHRAN	31 11 W
PERPIGNAN	23	16	D	ISTANBUL	29 19 D	TUNIS	34 19 D
REIMS	20	10	N	JERUSALEM	21 18 D	VARSOVIE	22 14 D
STRASBOURG	18	12	D	LISBONNE	20 12 D	VENEZIE	25 14 F
STRASBOURG	20	11	N	LYONS-ER	20 12 D	VIENNE	25 14 F

A	B	C	D	N	O	P	T	#
averse	bruns	ciel ouvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

[illegible]

l'analyse chimique du blanc
 d'argent sur les tableaux qui
 ont servi — ce sera
 à confirmer autrement dit sur
 quatre tonnes de plomb. Le
 blanc d'argent présente
 certes des pigments. Or
 nous avons le mélange de
 ces deux : le plomb-206
 avec le plomb-207 et le plomb-
 208. Les proportions obser-
 vées sont respectivement de
 26,22 et 26,48 % et 53,3 %.
 Ce qui est tout à fait des
 mêmes proportions isotopi-
 ques que dépend de son
 état d'origine. Ruse trouve
 dans les peintures européennes
 sur des terrains hercy-
 niens de compositions iso-
 topiques voisines. En particu-
 lier le plomb-206 est
 toujours le même très peu. Il
 n'est pas de même du plomb-
 207 dans certains, et surtout
 dans notre isotopie 206. Ce
 blanc d'argent du dix-seizième
 siècle d'Europe a importé de
 son distributeur et continue
 à l'être. La composition iso-
 topique du plomb actuel est
 très différente de ce qu'elle
 était au Quaternaire. La crise
 climatique tendra à le transformer

Anatase et rutile

« Sans doute, direz-vous, mais comment va analyser isotopiquement ce tableau ? Réponse : le laboratoire de géochimie isotopique de Montpellier, qui, en collaboration avec le laboratoire de recherche des Musées de France, installé au Louvre, a mis au point une technique permettant l'analyse isotopique à partir de microscopiques prélèvements de peinture. Testée sur dix-cinquante d'œuvres devenus entre le dix-huitième siècle et le vingtième siècle, elle a permis d'établir l'apparition et le développement du plomb-206 au cours du temps. Appliquée à certains tableaux qu'on savait peints dès le X^e siècle, cette technique a confirmé qu'ils étaient bien postérieurs à l'artiste censé les avoir peints. »

Dégouté de l'ancien et du
 nouveau, vous signez un superbe
 morceau de l'entre-deux-guerres,
 au blanc et de tiane. Vous
 savez que ce pigment date de
 1850 mais vous ignorez qu'il en
 a deux formes : l'anarsae et
 la ruiile — la seconde n'appar-
 eut qu'après 1945 en Eu-
 rope, et supplantant progres-
 sivement la première. Le labora-
 toire de spectrométrie infra-
 rouge et Raman du CNRS a
 lui aussi collaboré avec le labo-
 ratoire du Louvre et a déve-
 loppé une méthode d'analyse
 si douce que anarsae et ruiile
 elle est en deux phases. Dans
 la première, un balayage sans
 contact X permet d'identifier les
 pigments où du tiane est présent.
 L'identification microscopique
 est alors prélevée et placée sur

SCIENCES ET MEDECINE

Laser contre faussaires

Le laboratoire des Musées de France utilise de nouvelles techniques pour déceler les faux tableaux

VOUS avez un bon coup de pinceau ? Prenez votre chevalet, et peignez un superbe primitif italien. Vous aurez évidemment étudié le style de l'artiste que vous prétendez imiter, vous aurez pris soin de n'utiliser que les pigments connus à l'époque — il n'est pas toujours facile de se les procurer — vous aurez mis toutes les précautions de votre côté, ce qui suppose une grande expertise en matière de toiles, vernis, craquelures... Votre tableau sera parfait. Et pourtant, vous avez de grandes chances de vous entendre dire que c'est un faux.

Si vous avez utilisé du blanc — et rares sont les tableaux qui n'en contiennent pas — ce sera de la céruse, autrement dit un carbonate basique de plomb. Le plomb est d'ailleurs présent dans bien d'autres pigments. Or ce métal est un mélange de quatre isotopes, les plomb-204, plomb-206, plomb-207 et plomb-208. Leurs proportions théoriques sont respectivement de 1,5 %, 23,6 %, 22,6 % et 52,3 %. Mais ces valeurs sont des moyennes ; la composition isotopique du plomb dépend de son gisement d'origine. Il se trouve que les gisements européens, situés dans des terrains hercyniens, ont des compositions isotopiques analogues. En particulier, le rapport plomb-206 sur plomb-204 y varie très peu. Il n'en est pas de même du plomb des autres continents, en général moins riche en isotope 206. Or depuis le début du dix-neuvième siècle l'Europe a importé du plomb d'outre-mer et continue de le faire. La composition isotopique du plomb actuel est donc différente de ce qu'elle était au Quattrocento. La céruse du faussaire trahira la jeunesse de son œuvre.

Anatase et rutile

Sans doute, direz-vous, mais qui va analyser isotopiquement mon tableau ? Réponse : le laboratoire de géochimie isotopique de Montpellier, qui, en collaboration avec le laboratoire de recherche des Musées de France, installé au Louvre, a mis au point une technique permettant l'analyse isotopique à partir de microscopiques prélèvements de peinture. Testée sur une cinquantaine d'œuvres peintes entre le dix-huitième siècle et le vingtième siècle, elle a mis en évidence l'appauvrissement progressif en plomb-206 au cours du temps. Appliquée à certains tableaux qu'on savait déjà être des faux, cette technique a confirmé qu'ils étaient bien postérieurs à l'artiste censé les avoir peints.

Dégoûté de l'ancien et du plomb, vous signez un superbe Picasso de l'entre-deux-guerres, peint au blanc de titane. Vous savez que ce pigment date de 1920 mais vous ignorez qu'il en existe deux formes : l'anatase et le rutile — la seconde n'apparaissant qu'après 1945 en Europe, et supplantant progressivement la première. Le laboratoire de spectrométrie infrarouge et Raman du CNRS a, lui aussi, collaboré avec le laboratoire du Louvre et a développé une méthode d'analyse qui discerne anatase et rutile. Elle est en deux phases. Dans la première, un balayage aux rayons X permet d'identifier les zones où du titane est présent. Un échantillon microscopique est alors prélevé et placé dans

le faisceau d'un laser. La lumière qu'il diffuse a une longueur d'onde légèrement différente de celle qu'il reçoit — c'est l'effet Raman. Et cette variation n'est pas la même pour l'anatase et le rutile...

Il n'est cependant pas dans la vocation du laboratoire des Musées de France d'intervenir sur le marché de l'art et de traquer les faussaires. De plus, ces techniques d'analyse sont encore trop récentes pour être des outils acceptés d'expertise. Cela viendra sans doute, si elles se révèlent commodément.

En réalité, ces recherches n'ont pas pour objet de détecter des faux. Ranger les tableaux en deux classes, les authentiques et les faux, est d'ailleurs une simplification outrancière. Certains tableaux anciens sont des répliques — leur auteur, ayant fait un premier tableau qui avait plu, l'a ensuite plus ou

moins recopié. D'autres sont des peintures d'atelier, dont une part est de la main du maître, le reste revenant à ses élèves. L'attribution d'une œuvre résulte de l'interprétation de nombreuses données, où les éléments stylistiques et la comparaison avec d'autres œuvres s'ajoutent aux analyses physico-chimiques.

La mission du laboratoire des Musées de France — en ce qui concerne la peinture car il s'occupe aussi d'autres arts et d'archéologie — est de développer des techniques fournissant un maximum d'informations sur la matière picturale et les caractéristiques matérielles des œuvres étudiées. A cette fin, il collabore avec de nombreux laboratoires relevant du CNRS ou de l'Université, qui maîtrisent des connaissances fondamentales applicables à l'analyse des œuvres d'art. Les deux exemples donnés ci-dessus ne sont qu'un petit échantillon de ces recherches communes.

La grosse difficulté est évidemment que les techniques d'analyse ne doivent pas être destructrices, ce qui exclut par exemple la datation si pratique au carbone-14. Mais les res-

sources de la science moderne permettent peu à peu de résoudre tous les problèmes. Le laboratoire du Louvre, qui va bientôt quitter le superbe, mais peu pratique, pavillon de Flore pour des locaux en sous-sol, y disposera d'un accélérateur de protons et d'ions, AGLAE (1), lequel multipliera ses capacités d'analyse. L'apport majeur d'AGLAE est la possibilité, en jouant sur l'énergie des protons, de faire varier leur pouvoir de pénétration. Cela permettra d'étudier les couches successives de peinture, et fournira des informations essentielles sur la genèse des œuvres d'art.

MAURICE ARVONNY.

(1) L'accélérateur Grand Louvre d'analyse élémentaire (AGLAE) est de type tandem, d'une tension maximale de 2 millions de volts. En éjectant leur énergie aux stromes de la région où ils s'arrêtent, les protons provoquent une émission de rayons X, caractéristique des atomes éjectés. Cela permettra une analyse chimique très fine, y compris des éléments qui ne sont présents qu'à l'état de traces. La construction d'AGLAE vient de se terminer, il est actuellement en cours d'essais et entrera en service à l'automne.



Le célèbre faussaire Jacques Harvey avait fait un tableau géant pour célébrer la nouvelle année à Los Angeles.

Une grotte domestique

Dans l'Ariège, la famille Begouën conserve soigneusement un habitat préhistorique exceptionnel

A partir du 1^{er} septembre, la grotte d'Enlène (Ariège) va être fouillée, comme chaque année depuis 1976, sous la double direction de M. Robert Begouën, propriétaire de cet habitat préhistorique et des deux grottes ornées voisines des Trois-Frères et du Tuc d'Audoubert, et de M. Jean Clottes, directeur des antiquités préhistoriques de Midi-Pyrénées.

Contrairement à la plupart des grottes utilisées par nos ancêtres lointains, Enlène a été utilisée comme habitat. Même la « salle du fond », située à près de 200 mètres de l'entrée, a été maison et atelier vers 11 500 avant Jésus-Christ, c'est-à-dire quatre cents ans plus tard que « la salle des morts » plus proche de l'extérieur. A Enlène, dans l'obscurité à peine atténuée par la lueur de quelques luminaires à graisse animale, des groupes successifs de Magdaléniens ont vécu de nombreuses reprises.

Manifestement, Enlène était une étape dans les errances perpétuelles de ces chasseurs-cueilleurs. En témoignent les dizaines de milliers de plaquettes de grès apportées dans cette grotte calcaire. Les uns ont servi de pavage isolant de l'humidité ou tapissant les foyers, les autres de supports pour des lampes ou des objets divers. En témoignent aussi d'innombrables outils de pierre et d'os et surtout les célèbres plaquettes gravées.

Enlène, en effet, n'est pas une grotte ornée d'art pariétal. Ce type de décoration — que l'on trouve près dans les Trois-Frères et le Tuc d'Audoubert — est totalement absent d'Enlène. Mais cette grotte-habitat est une des plus riches actuellement connues en plaquettes gravées : on en a déjà trouvé plus de 1 000, ce qui la met sur le même rang que Le Pardo (Espagne), Gönnersdorf (Allemagne fédérale), et La Marche (France).

Les plaquettes d'Enlène ont été façonnées le plus souvent près du grès, mais parfois aussi dans des fragments de plancher stalagmitique et sur des galets. Les sujets des gravures ont changé avec l'époque et donc le climat : près de l'entrée, les rennes dominent alors que, dans le fond, ce sont les bisons. Les plaquettes gravées sont de petites dimensions : leur longueur maximum n'atteint pas 20 centimètres et leur largeur 10 centimètres.

Des tonnes de débris

Une seule est exceptionnelle par sa taille (28,8 x 21 centimètres). On l'a retrouvée en six fragments, les deux premiers entre les deux guerres par Louis Begouën, le père de Robert, deux autres en 1981 et les deux derniers en 1983 par Robert Begouën, Jean Clottes, Jean-Pierre Giraud et François Rouzaud. Le décor est, lui aussi, très particulier : un superbe bison très finement gravé et trois silhouettes humaines très frustes et caricaturales, dont deux semblent être en train de s'accoupler.

Ce dernier thème n'est pas absolument exceptionnel dans l'art des plaquettes gravées ; une autre plaquette d'Enlène repré-

sente ce qui paraît être un prélude à un accouplement ou des jeux érotiques avec un réalisme tel que Louis Begouën, qui le découvrit juste avant la seconde guerre mondiale, n'en publia pas de reproduction « par souci de décence » (1). La grotte d'Enlène est connue depuis la fin du siècle dernier. Et elle a été, pour son malheur, fouillée — massacrée

serait plutôt le terme — par des « amateurs » très peu éclairés et même par des préhistoriens de l'époque.

YVONNE REBEYROL.

(Lire la suite page 14.)

(1) La Recherche de juillet-août 1984 a publié un article de Robert Begouën et Jean Clottes : « Un cas d'érotisme préhistorique », consacré à ces deux tablettes.

OUVERT AU PUBLIC

Le musée privé, aménagé par la famille Begouën, est strictement réservé aux spécialistes qui viennent y travailler et à quelques associations culturelles. En revanche, le public peut aller au joli musée du Mas d'Azil (Ariège, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h, tous les jours) qui, ouvert depuis 1981, reçoit 10 000 visiteurs par an. Il y admirera, entre autres merveilles préhistoriques, de nombreux galets peints... aziliens et 120 propulseurs, ces lanceurs qui ont précédé l'arc pour multiplier la force du bras humain. Amers certes, les propulseurs sont aussi des œuvres d'art, tel celui qui est décoré d'un faon tournant la tête pour regarder deux gros oiseaux perchés sur son arrière-train.

Les visiteurs peuvent aussi voir, dans la région, la grotte de Niaux décorée de signes peints et d'animaux peints superbes et stylisés (visites par groupes de vingt personnes, réservation conseillée par téléphone : 051-06-98-37) et la grotte du Tuc d'Audoubert, un énorme tunnel naturel, long de 420 mètres et large de 50 mètres, où serpentent la rivière Arize et la route nationale 119 et où se sont abritées des populations préhistoriques aussi bien que des huguenots.

* L'Art des grottes en Ariège magdalénienne, publié par M. Denis Valou aux Éditions du CNRS, en 1987, donne de très bonnes descriptions des onze grottes ornées du département. (Le volume très illustré, 490 F.)

AVORTEMENTS SPONTANÉS

En ayant recours à une série de tests particulièrement sensibles, une étude américaine publiée dans le New England Journal of Medicine (1) vient de démontrer la fréquence des avortements très précoces.

Au terme de cette étude, où 230 femmes âgées de plus de dix-huit ans ont été suivies pendant deux ans, l'avortement spontané apparaît comme un phénomène extrêmement fréquent : 31 % des femmes ont fait une ou plusieurs fausses couches, et, dans 22 % des cas, l'avortement s'est produit avant que la grossesse ne soit parvenue à la fin de la grossesse. Seul un très discret retard de règles pouvait indiquer que la fécondation avait bien eu lieu. En fait, ces fausses couches, même répétées, comme c'est souvent le cas, n'ont aucune gravité et ne compromettent qu'exceptionnellement le succès des grossesses futures. La quasi-totalité des femmes suivies a pu ainsi, dans les deux années suivantes, mener une grossesse à son terme.

D'une manière générale, sur cinq grossesses, une au moins se termine avant le sixième mois, et l'avortement spontané ; la fausse couche, n'est le plus souvent, qu'une situation que les médecins qualifient de banale. Pourtant, même sans gravité, elle n'est pas moins souvent difficile à vivre pour les femmes.

Un couple en bonne santé qui n'a recours à aucune contraception a, théoriquement, au cours d'un cycle menstruel, près de 30 % de chances de concevoir un enfant. En pratique, ce pourcentage est loin d'être atteint. « Sur cent œufs fécondés, soixante-dix avortent très rapidement », explique le professeur Jacques Lencse, président de la Fédération nationale des CECOS. Ces « avortements génétiques » liés à une malformation de l'œuf constituent une véritable sélection naturelle, d'ailleurs fort efficace puisque, en définitive, seuls 3 % des enfants naissent mal formés.

Comment expliquer ces avortements spontanés ? Dans la grande majorité des fausses couches, celles du premier trimestre de la grossesse, ce sont les anomalies génétiques de l'embryon qui sont en cause. Dans d'autres cas, des affections maternelles (insuffisance rénale, diabète mal équilibré, infections bactériennes, virales ou parasitaires, tumeurs, anomalies morphologiques de l'utérus) peuvent aussi être impliquées.

Les obstétriciens pensent depuis peu que des désordres du système immunitaire maternel pourraient également être à l'origine des fausses couches à répétition. La grossesse n'a, en effet,

jamais cessé d'intriguer les immunologistes. Ce corps étranger, « imposé » à l'organisme maternel et « accepté » pendant neuf mois, constitue un véritable modèle expérimental des greffes parce qu'il remet en cause les notions établies de l'immunologie.

Pour les scientifiques, ce phénomène suggère que la mère produit une série d'anticorps destinés d'une certaine manière à « protéger » le fœtus. Ce sont ces anticorps qui feraient défaut dans les cas de fausses couches à répétition. Un traitement issu de ces recherches consiste à injecter à la mère des globules blancs du père. Les résultats sont d'ores et déjà très satisfaisants.

Si pour les chercheurs et les médecins, l'avortement spontané apparaît comme un phénomène banal soit accessible à de nouvelles thérapeutiques, la femme enceinte, elle, le perçoit comme un accident pénible et douloureux. La grande majorité des grossesses sont aujourd'hui désirées. D'autre part, l'émancipation de la femme et son investissement croissant dans la vie professionnelle font que les grossesses sont de plus en plus tardives. « C'est entre vingt-cinq et trente-cinq ans que la fécondité de la femme est à son maximum », rappelle le docteur Marc Robin, gynécologue-obstétricien (Hôtel-Dieu, Paris). Plus tard, les choses se compliquent. Les femmes interrompent leur contraception pour avoir un bébé, et souvent elles n'acceptent pas que la nature ne leur obéisse pas.

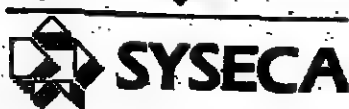
La déception peut aussi se transformer en culpabilité, surtout lors de fausses couches à répétition. Le phénomène peut même prendre de véritables allures de deuil. Aux États-Unis, des associations se sont constituées ; lieux de rencontre et de discussion, elles encouragent les parents à donner un nom à l'enfant perdu et à célébrer sa mémoire. En France, de telles associations n'existent pas. Aux yeux de la loi, le fœtus n'est un enfant qu'après vingt-huit semaines de grossesse. Il est alors possible, lorsque les parents le désirent, de donner un prénom à l'enfant mort, de l'inscrire sur le livret de famille et de pratiquer des rites funéraires. « Il ne s'agit certes pas de nier la réalité du traumatisme, mais je conseille plutôt à mes patientes de se tourner vers l'avenir », explique le docteur Robin. Cependant, le recours d'un psychologue peut être nécessaire pour apaiser le sentiment d'échec et de crainte.

BÉATRICE OSTER.

(1) Data du 28 juillet. Étude réalisée sous la direction de A. J. Wilcox.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



SYSECA (440 MF de CA, 1200 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Nos objectifs de développement sont ambitieux. Vous nous aidez à les concrétiser en apportant votre compétence et votre motivation dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel
- logiciel de base
- génie logiciel
- développement sous UNIX
- intelligence artificielle
- réseaux et télématique
- informatique industrielle
- systèmes d'information
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser votre CV + photo et prétentions sous réf. 302 315 Bureau de la Colline - 92213 Saint-Cloud Cedex



Grande entreprise nationalisée

recherche

JEUNE INGÉNIEUR

(Arts et Métiers ou équivalent)

pour Etudes et Travaux Immobiliers

Le candidat possède de bonnes connaissances en électrotechnique et génie climatique.

Sa mission :

- Etudier des projets de réaménagement d'immeubles (installations techniques, agencement de bureaux, bâtiments modernes, IGH) ;
- Réaliser les cahiers des charges ;
- Lancer et analyser les dossiers de consultation ;
- Rédiger les marchés ;
- Assurer la maîtrise de chantier et le suivi financier des travaux.

Lieu de travail : PARIS-8^e

Envoyez C.V. et photo récente s/r n° 8 714
Le Monde Publiaté 5, rue Montreuil, 75007 PARIS.

INGENIEURS DIPLOMES

recherche des ingénieurs diplômés ayant une expérience minimum de 5 ans pour les fonctions suivantes :

INGENIEURS PRODUCTION INGENIEURS FORAGE INGENIEURS GEOPHYSICIENS

Ces postes sont disponibles en France et à l'étranger et nécessitent la pratique courante de l'anglais. L'Espagnol serait apprécié.
Adresser CV, photo et prêt. s/réf. 41417 à CONTESSA PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

LYON ROBERT BOSCH (FRANCE) SA

recherche pour son établissement de VENISSIEUX (69) un

INGENIEUR METHODES

L'établissement (810 personnes) produit en moyennes et grandes séries des équipements d'injection Diesel et des pompes électriques à carburant.
Formation : Ingénieur AM - INSA - ECAM ou équivalent.
Sous la responsabilité du Chef de Service Méthodes, et assisté par une équipe de techniciens, il sera chargé :
- de la mise au point des moyens de production, des automatismes et de l'informatique industrielle ;
- de l'étude et des essais de nouveaux procédés en usinage et montage ;
- du suivi des ateliers : réparation machines-outils - outillage et affûtage.
Une expérience de quelques années dans un contexte industriel similaire et la connaissance de la langue allemande sont indispensables.
Adresser lettre de candidature manuscrite avec CV détaillé et photo à :



Mettre en Chef de Personnel
ROBERT BOSCH (FRANCE) SA
Unité SIGMA
BP 3 - 69001 VENISSIEUX cedex.

Alcatel Answare regardez votre avenir sous un autre angle

▼ Spécialistes en informatique aujourd'hui, vous voyez votre avenir sous l'angle de la polyvalence et de l'évolution. En répondant à vos attentes, ALCATEL-ANSWARE satisfait en même temps l'exigence de ses clients (entreprises des secteurs publics et privés de toutes tailles) en leur proposant des systèmes d'information dont la complexité va sans cesse croissant. Nos moyens aujourd'hui (les vôtres demain) : ceux d'ALCATEL, dont nous sommes filiale, 900 collaborateurs de haut niveau, une implantation nationale et régionale, un large éventail de prestations, soit en informatique technique et industrielle.

PARIS - ORLEANS - METZ

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

INGENIEURS LOGICIELS TEMPS REEL

- Nous vous donnons accès à tous les grands projets des années à venir : Airbus, Ariane, Nodulaire, Ingénierie, Systèmes Embarqués...
- INFORMATIQUE TECHNIQUE : télécommunication, traitement du signal et d'images, génie logiciel, scientifique...
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE : production (automatismes, GFAO, robotique, contrôle de process), mesure, instrumentation...
- Vous êtes de formation Grande Ecole ou Université, débutez ou expérimentés.
- Vous avez de réelles capacités d'adaptation, d'autonomie et de communication, de bonnes compétences techniques dans les environnements suivants : PDP/RIS, VAX/VMS, 68000/UNIX, 8086/IBM, Langages : ASSEMBLEUR, FORTRAN, PASCAL, C, ADA.

Merci d'adresser votre dossier avec CV et photo à Marie-Hélène DOUVIER, Responsable des Ressources Humaines, sous référence ITI/M/08/88, ALCATEL-ANSWARE ITI - Tour Franklin - Cedex 11 - 92081 Paris-La Défense.



Schlumberger Industries

Premier fabricant mondial dans les domaines des cartes à mémoire, des systèmes de paiement électronique, des terminaux urbains, des compteurs d'électricité, d'eau et de gaz, de systèmes de défense...

SCHLUMBERGER INDUSTRIES constitue, avec les SERVICES PETROLIERS ET SCHLUMBERGER TECHNOLOGIES, l'un des trois secteurs de SCHLUMBERGER. Ses activités couvrent la conception, la fabrication et la commercialisation d'équipements liés à la production et la gestion de l'énergie.

L'importance et la diversité de ces équipements et leur forte valeur ajoutée informatique nécessite la mise en œuvre d'architectures logicielles cohérentes (compatibilité, portabilité, maintenance...).

Dans ce cadre, les apports du Génie Logiciel sont déterminants. Nous souhaitons renforcer l'équipe de Génie Logiciel de notre Centre de Recherche à Montrouge en intégrant deux :

INFORMATIENS GRANDES ÉCOLES ENSIMAG, ESE...

Vous avez 3 à 5 ans d'expérience en Génie Logiciel et vous connaissez, si possible, ADA.

Vous serez chargés d'élaborer, de proposer et de diffuser auprès des Unités de SCHLUMBERGER INDUSTRIES les techniques avancées de Génie Logiciel.

Votre maîtrise de l'anglais et vos qualités de contact vous permettront de prendre à moyen terme de larges responsabilités au sein de SCHLUMBERGER aux USA ou en Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence NLAB, à :

SCHLUMBERGER INDUSTRIES
Coordination Recrutement
50, Avenue Jean-Jaurès - BP 620-05
92542 Montrouge Cedex

OFFICE D'ÉQUIPEMENT HYDRAULIQUE de la Corse

RECRUTE

INGÉNIEUR INFORMATIEN

Profil : Formation supérieure informatique (MAGE ou INGÉNIEUR) avec expérience minimum cinq ans.

Environnement : IBM 36 et micro-ordinateurs types PC nécessitant la maîtrise des systèmes d'exploitation correspondants et des langages GAP II et DBASE III.

Mission : Animer une équipe de six personnes de façon à assurer l'exploitation des produits existants et développer de nouvelles applications de gestion nécessaires aux différents utilisateurs d'outils informatiques de la société (160 personnes). Le candidat retenu sera appelé à diriger, à court terme, la division informatique de l'OFFICE.

Poste à pourvoir : à BASTIA (Haute-Corse) au plus tôt.

Rémunération : Entre 130 et 160 KF/an.

Adresser c.v. + photo à O.E.H.C. - Service du Personnel, Avenue Paul-Giacobbi - 20601 BASTIA.

GROUPE SILICOMP

SA Holding des Sociétés OMNIS PÉRIPHÉRIQUE ASSISTANCE SILICONE

INGENIERIE

EN INFORMATIQUE

SCIENTIFIQUE ET

INDUSTRIELLE

recherche pour ses centres de PARIS - GRENOBLE - AIX, MARSEILLE.

INGENIEURS DIPLOMES

(ENSIMAG, TELECOM, SUPAERO, SUPELEC...)

- INGENIEURS LOGICIELS DE BASE Débutants ou 1ère expérience LANGAGE C - UNIX - 68000 - SGBO.
- INGENIEURS CONCEPTEURS D'APPLICATIONS TEMPS REEL UNIX - OS9 - VME - RESEAUX.
- INGENIEURS FORMATEURS UNIX - Langage C, ADA - SGBO Informatix.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature en précisant votre intérêt à : SILICOMP, 18, Chemin de Malacher, ZIRST, 8240 MEYLAN.

SECTEURS DE POINTE

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Schlumberger Technologies

ETUDES

ET

INDUSTRIALISATION

EN INFORMATIQUE

■ Graphics, Division Graphique de Schlumberger Technologies, un des premiers constructeurs mondiaux en informatique, conçoit, produit et commercialise des systèmes d'aides au Dessin Assisté par Ordinateurs (traceurs, digitiseurs...). Pour soutenir notre fort développement sur un marché en expansion, nous renforçons nos équipes de Recherche et Développement et recrutons des

INGENIEURS GRANDES ECOLES

Débutants ou ayant jusqu'à 5 ans d'expérience

INGENIEURS ELECTRONICIENS Réf. 8813/E pour la conception de la partie électronique des futurs traceurs (ESE, ENSEEIHT...)

INGENIEURS MECANICIENS Réf. 8813/M en charge de la conception et de l'industrialisation des nouveaux produits (ECP, ENSAM...)

INGENIEURS AUTOMATICIENS Réf. 8813/A responsables de l'étude des asservissements de traceurs électromécaniques (ESE, ECP, ENSTA...)

INGENIEURS LOGICIELS Réf. 8813/L pour le développement de micro logiciels pour les traceurs à trames de points et traceurs vectoriels (ESE, ENSEEIHT, ENSIMAG...)

Vous disposerez d'une large autonomie pour assurer la conception et le développement de nos produits actuels et futurs. Vous réaliserez les maquettes et les prototypes à l'aide d'outils de CAO et en conduirez les essais. Vous serez responsables de la validité des choix techniques en termes de prix et de faisabilité industrielle.

Nous vous proposons de passionnantes opportunités en tant qu'ingénieurs d'études pour ensuite développer votre carrière soit dans la fonction études, soit à la production, au marketing, au commercial ou vers le management.

Notre implantation internationale nécessite une bonne maîtrise de l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous la référence du poste concerné à la Direction du Personnel.

SCHLUMBERGER
1, rue Jean-Lemoine 94003 CRETEIL

2^e constructeur informatique français, le groupe SMT-GOUPIL s'impose auprès des grandes entreprises par la qualité de ses produits. Le département Industrialisation crée un poste de

Technicien de tests CEM

Avec un laboratoire à votre disposition, vous réaliserez des tests de compatibilité électromagnétique sur du matériel varié (mini et micro-ordinateurs). Débutant, votre esprit d'analyse et votre rigueur vous permettront de mettre en valeur votre formation universitaire (type maîtrise de physique).

La connaissance de l'informatique et de l'anglais sera appréciée. Merci d'adresser lettre manuscrite, cv et prétentions sous la référence 31 M à Annick Hellegouarch - SMT-GOUPIL - 3, rue des Archives 94000 CRETEIL.

GOUPIL

INGENIEUR AGRO ALIMENTAIRE

Fabricant de produits surgelés, nous sommes leader sur le marché de nos fabrications principales, et nous avons un projet important de développement dans le domaine des plats cuisinés.

Nous recherchons un :

INGENIEUR DE FABRICATION

qui sera responsable du développement et de l'ordonnement de la production. De formation ENSA, ENTIA ou ENSIA, vous aurez, de préférence, quelques années d'expérience dans un poste similaire.

Vous êtes passionné, disponible pour agir sur le terrain, et vous souhaitez encadrer une équipe de production.

Vous adressez CV et lettre manuscrite à : SOFIMOP SINGLES S.A.
- 151, avenue Calvaire - B.P. 16 - 14125 MONDEVILLE CÉDEX

Jeunes Ingénieurs Informaticiens

ISEN, ISEP, ESIEE, ESIEA...

Contactez NCR.

Jeunes Ingénieurs débutants ou 1^{re} expérience, NCR FRANCE, 1700 collaborateurs, 1,5 Milliard de F de CA vous propose de rejoindre ses équipes Support et Technico-commerciales.

En liaison avec notre Force de vente, vous intervenez auprès de nos clients afin d'assurer : une réponse technique à leurs besoins, la définition puis l'implantation des solutions (hard et soft), le suivi des utilisateurs.

Ces différentes propositions vous permettront d'évoluer à la pointe de la technologie auprès de clients exigeants dans des domaines industriels, financiers ou gouvernementaux, au sein d'un environnement performant qui reconnaît vos talents et vos ambitions.

Pour ces missions basées à la Défense, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Contactez-nous !

Christophe GOURIOU, Service Recrutement, NCR FRANCE, Tour Neptune, 92086 Paris la Défense.

NCR

Pour créer la valeur

Tél. 49 11 73 31

SYSECA

INGENIEURS LOGICIEL

De l'appétit pour des projets informatiques

Vous cherchez à valoriser votre formation d'ingénieur dans de grands projets d'informatique temps réel et le développement de systèmes à base de micro-processeurs et mini-ordinateurs.

Vous souhaitez trouver des environnements de travail équipés de moyens puissants (stations de travail, langages temps réel évolués : C, ADA, LTR..., ateliers de génie logiciel).

Nous vous proposons de travailler dans de petites équipes soudées avec des professionnels hautement qualifiés.

Débutant jusqu'à deux ans d'expérience, vous justifiez d'un diplôme de Grande Ecole Informatique ou électronique ou d'un titre universitaire de 3^{ème} cycle.

Une disponibilité rapide est souhaitée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 381
315, Bureaux de la Colline - 92213 SAINT CLOUD CÉDEX.

SYSECA
SELECTION

Le Monde CADRES

Filiale française d'un grand groupe international, nous recherchons pour nos départements juridiques, situés à Paris 6^e, un

CADRE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

Agé d'environ 30 ans, vous possédez une maîtrise de droit et une première expérience réussie dans le domaine des questions immobilières et de fonds de commerce. Vous serez intégré à la direction financière et juridique et participerez, principalement aux actions concernant les immeubles, les fonds de commerce, les locations gérées et les locations.

De bonnes connaissances en anglais et en comptabilité constitueront des atouts appréciables. Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, rémunération brute annuelle souhaitée photo), sous la référence 5515, à

MEDIA PA

52, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

INTERNATIONAL SALES MANAGER

Société leader (S 100 M +) dans la protection des chocs et vibrations pour les industries de pointe,

NOUS RECHERCHONS UN DIRECTEUR

Commercial pour notre zone Europe, Afrique et Moyen-Orient. Poste dans une grande ville européenne, vous dirigerez nos agents et animerez une équipe d'ingénieurs commerciaux. Ingénieur de formation, préférence mécanique, vous avez une expérience commerciale de 5 ans min. Anglais plus une autre langue européenne courante.

C.V. en anglais sous enveloppe confidentielle :
W.P. Human Resources BWC - C/O GAMMA SA
25, rue Georges-Arpay. 92150 Suresnes.

EDITEUR DE PERIODIQUES

RECHERCHE DEUX EXCELLENTS TRADUCTEURS-ADAPTATEURS

de l'Anglais en Français. Hommes ou femmes. Journalistes de formation ou écrivains au talent reconnu. Ayant maîtrise du Français et très bonne connaissance de l'Anglais. Sens de la synthèse et de la vulgarisation. Très bonne culture (histoire, politique, économie, médecine, sciences). Temps partiel ou total. Age : 25 à 65 ans.

Bonne rémunération offerte.

Ecrire à DUCOM 3, rue Roquette, 75008
PARIS, sans référence. L'EMUS qui transmettra.

Cherchez
100 vols
prêts à s
leurs va
pour
carr

Située dans le palais
mondiaux de l'Indus
représente en France
effectif de plus de 80
production.

INGE
DE PR

Troisième d'un diplôme
ans environ, vous avez
quelques années d'
Chimie et approfon
régulation et automa
Avec d'une usine en p
contenants des missions
d'autonomie et de resp
votre expérience.
Après une étude appro
production, sous contr
nouvelles installations
modifications visant à
existantes.
La maîtrise de l'Anglais
vous permettront de co
une équipe de spécialiste
Pour nous rejoindre, ad
candidature (lettre, CV
établissement CIBA-GE
3^e av. de Bâle - 68330

CIBA-GE

MUTUALITE

recherche
DIRECTION PR

CADRE FOR

Vous aurez, au sein d'une
responsabilité de concevoir
sur la prévoyance.

Si vous avez complété une
Sciences Eco... par une l

Si vous justifiez d'une exp
comme formateur (si poss
assurances

Si vous êtes disponible pos
ments en province.

Merci d'adresser lettre man
tuee, et rémunération sou

MUTUALITE FRANCAISE
Division des Relations
Sociales
255 rue de Vaugirard
75719 Paris Cedex 15.

Nous prio
l'obligeance
reçoivent et d
qui leur ont é

Économie

SOCIAL

Le cri d'alarme de médecins du travail

Les salariés malades des restructurations

« On n'a pas idée des dégâts causés par les licenciements et les restructurations ! » Atterrés par la dégradation morale et pathologique qu'ils constatent sur une décade, « mais surtout depuis cinq ans », une douzaine de médecins du travail de la région parisienne (1) veulent attirer l'attention sur un phénomène grave. Et voudraient d'abord alerter les employeurs sur les risques encourus.

« On assiste à un véritable glissement, arguent-ils tous, qu'ils exercent dans l'industrie ou dans les sociétés de services. Des personnes sont affectées sur le plan psychique ou souffrent physiquement. Non seulement la collectivité doit supporter le fardeau de cela, mais les entreprises subissent l'effet négatif d'une démotivation du personnel. »

Pourtant, on observe un accroissement des dépressions nerveuses, des troubles somatiques et un développement de l'anxiété qui entraîne jusqu'à des suicides ou des évasions dans l'alcoolisme. On ne compte plus les cas d'ulcères, de troubles cardiovasculaires, d'hypertension et d'insomnies. « Au cours des visites médicales, les premiers symptômes arrivent avec ceux qui se plaignent d'un mal dans le dos, la colonne vertébrale, racontent les médecins. Ils ont été fatigués, et sont en fait complètement stressés. »

« Ils reconnaissent, par exemple, avoir des pertes de mémoire mais organisent inconsciemment leur fuite dans la maladie. Ils ignorent qu'ils sont en état de dépression et sont toujours étonnés quand on le leur annonce. Toutefois, ajoutent ces observateurs, l'existence d'une psychose liée au licenciement et au « mal-vivre » dans le travail, toutes ces victimes « sont rarement agressives. »

Précisant, le diagnostic d'autisme, cependant que les évaluations chiffrées. Tout au plus peut-on citer des exemples à l'appui d'indices fournis par la pratique. Dans telle société, en phase de restructuration, le docteur Seitz a connu trente-six arrêts de travail pour l'année 1986. Neuf étaient liés à « des syndromes dépressifs » et vingt-cinq autres à « une fragilisation ayant entraîné un phénomène de ruée-bol incompensable avec un travail régulier et un rendement normal ». L'année suivante, et au même endroit, il a relevé trente-trois troubles psychologiques graves sur les trois cents que-

torne départs en préretraite obligatoire. « C'est bien simple, assure le docteur Perriard, en consultant ses propres statistiques, un tiers des salariés des entreprises que je suis font une déprime. »

La situation de santé des salariés perturbés par la crainte du chômage ou déstabilisés par des changements mal ou peu annoncés évolue par étapes selon un cheminement complexe.

Au départ, quand rôde la rumeur, le personnel s'inquiète et se comporte comme s'il avait un pressentiment. « Ils sont aux premières loges, fait remarquer le docteur Lechevalier. Les ventes baissent, ils voient les difficultés s'accumuler et ils anticipent sur les résultats. Ils savent déjà, avant que ne tombe le couperet. » C'est alors que se manifestent les premières maladies, tandis que le climat interne se détériore, mais on s'aperçoit aussi que « c'est le seul moment où ils acceptent encore de parler de leurs soucis ». Lors des consultations, on se confie, on expose ses angoisses et ses griefs, parmi lesquels le manque de courage des dirigeants, souvent incapables d'exposer la réalité de la situation.

Refuser d'être faible

Dans les phases suivantes, plus personne n'ose s'exprimer sur le sujet, par peur de montrer sa vulnérabilité. « On ne vient plus nous voir et on ne dit plus son problème », note le docteur Darmaud. « Inconsciemment, chacun comprend qu'il ne doit plus être faible et encore moins s'avouer son état. Celui qui le ferait se condamnerait. Résultat : tout le monde se fabrique une carapace. »

Quand survient la nouvelle se développe une période dépressive, alimentée par la lenteur de la procédure, qui retarde une échéance désormais connue pour inéluctable. L'attente ronge le moral, ajoute à la dégradation de l'atmosphère. Les salariés travaillent plus, se font sur leurs obligations professionnelles et sont de plus en plus fatigués. « Ils veulent tenir et vont au-delà de leurs forces sans se rendre compte des ravages déjà causés à leur santé. »

« On les voit prêts à craquer, on sait que c'est inévitable et on ne peut rien faire », se lamente le docteur Mandoul, qui parle d'un

« engrenage », approuvé par ses collègues. « Il y a toujours une phase où les gens prétendent que tout va bien, insiste le docteur Castel. C'est là que c'est le plus grave pour eux, et le plus difficile pour nous. »

Casés mais guéris

Brusquement, on constate ensuite une prise de conscience par les intéressés de la gravité de leur état mental, qui correspond à une forme de libération. « L'abcès est crevé, on aime la réalité », mais aussitôt après, et dans de nombreux cas, « la cocotte-minute explose ». Soit on assiste à « un effondrement total », notamment chez ceux qui ne disposent pas d'un soutien familial, et la remontée est alors extrêmement longue, soit il y a « une relance de leur énergie » grâce à un traitement bien conduit. Dans les deux hypothèses, cela s'accompagne « le plus souvent » d'une modification de la personnalité. Au mieux, ils déplaçant leurs centres d'intérêt vers des activités extérieures — famille, associations — et ne consacrent à leur entreprise que le strict minimum.

La page tournée, les stigmates demeurent. Bien sûr, les médecins du travail ne savent pas très bien ce que deviennent les licenciés, peinant de vue. Après constaté certains se marginalisent. « Ceux que l'on revoit sont ceux qui ont retrouvé du travail, remarquent-ils. Puisque l'histoire s'est bien terminée pour eux, ils se racontent. On comprend qu'ils possèdent les meilleures défenses et avaient du ressort. Pour rebondir rapidement, ils représentent presque l'importé quel boulot. »

Mais les notations cliniques sont encore plus sévères sur ce qui se passe ensuite dans l'entreprise. « Ceux qui restent sont démotivés. La machine est cassée. Ce sont des déçus, sans illusions, et finit l'exercice de zèle », certifie le docteur Seitz, fort de son expérience. « Pour le médecin, ils sont guéris, cassés mais guéris », ajoute le docteur Castel, d'une formule tranchante. « A compter de cette date, ils ne veulent plus craquer. Ils nous disent qu'ils ne se feront plus avoir une deuxième fois. » Ça se retourne finalement contre l'entreprise », insiste le docteur Seitz. « Les mauvaises relations humaines et le climat démotivés peuvent couler une boîte, mais celle-ci ne s'en soucie pas. »

Le groupe des médecins estime que ces conséquences résultent d'une addition d'erreurs profondes. Autrefois paternaliste, jusqu'au point de se préoccuper des petits tracas de son personnel, l'entreprise est devenue peu soucieuse des problèmes psychologiques ou humains. « D'une société archaïque et laxiste on est passé à une société trop exigeante et ultra-libérale », prétendent-ils. Alors que l'on ne cesse de parler de culture d'entreprise ou de projet d'entreprise, l'employeur ne sait pas comment aborder ces questions. Il y aurait une « anxiété » du dirigeant devant la psychologie du personnel, d'un groupe et, du coup, il ne prend pas cet aspect en considération. « Les dirigeants ne comprennent pas ce qu'ils pourraient avoir à gagner de ce côté-là ; ils n'écouteront pas et, d'une certaine façon, se sabordent. »

Au moment d'entreprendre une restructuration, d'opérer des mutations ou, encore, quand il faut licencier, ces mauvaises habitudes aggraveront le processus de l'événement par le langage. Celui-ci, d'ailleurs, ne supporte pas le silence convenu, régit mal aux décisions brutales et s'exprime de ce qu'il juge comme d'intéressantes soubresauts. L'absence de dialogue et le manque d'information ajoutent au désarroi puis au traumatisme, qui se transforme en « blocage », alors que les salariés subissent — et cela paraît désirable — une certaine considération, un soutien psychologique ou des relations franches et courtoises.

La gestion par le stress

« Les responsables ignorent la situation psychologique et conflictuelle qu'ils ont largement contribué à installer, affirment les médecins. Les dirigeants découvrent souvent avec étonnement qu'il leur est reproché leur absence de dialogue. »

« Aborder le collectif, c'est risquer de devoir se remettre en cause », analyse un médecin, à qui un patron répliquait : « Le dévouement, moi ça me fait peur. » Paradoxalement, poursuit-il, le chef d'entreprise se sent plus à l'aise devant une situation individuelle inextricable pour laquelle, d'ailleurs, il trouvera des solutions, même si celles-ci sont extraordinairement coûteuses pour sa société. »

Les exemples abondent, en ce sens, où l'entreprise a rendu malade un salarié, n'a pas voulu modifier son comportement quand il était encore temps, puis dépense sans compter pour réparer le préjudice. « Pourtant, elle paie deux fois et perd sur tous les tableaux... »

Tout se tient, et la solution passerait par une plus grande attention aux problèmes humains, y compris collectifs. L'entreprise aurait même à y gagner en possibilités de mobilisation, en ressources de capacités prêtes à s'investir. Malheureusement, prétendent les médecins, l'orientation qui a cours n'est pas celle-ci. « Si la bonne santé des salariés va de pair avec la bonne santé de l'entreprise », la tendance s'accroît qui conduit vers davantage de pression et donc vers plus de stress. L'évolution est moins flagrante dans l'industrie mais se développe avec la tertiarisation de l'activité économique. Dans les secteurs des services, dans le commercial ou les finances, la recherche de la motivation s'accompagne de phénomènes propres à favoriser les dépressions, même quand l'entreprise va bien.

Certains types d'emploi ou certaines conditions de travail en créent les conditions quand ce n'est pas le dirigeant lui-même qui s'appuie dangereusement sur ces mécanismes. Et les médecins de citer des déclarations « suicidaires » d'un grand patron, M. Gilbert Trigoni, qui se vantait d'une interview du *Républicain* l'organe de pratique, chez lui, « le stress permanent » comme méthode de gestion : « Je crois qu'il faut vivre dans la pression et je fais tout pour que mes collaborateurs et collaborateurs vivent comme cela, dans la crainte et dans l'angoisse, pour que l'on ne s'endorme pas. »

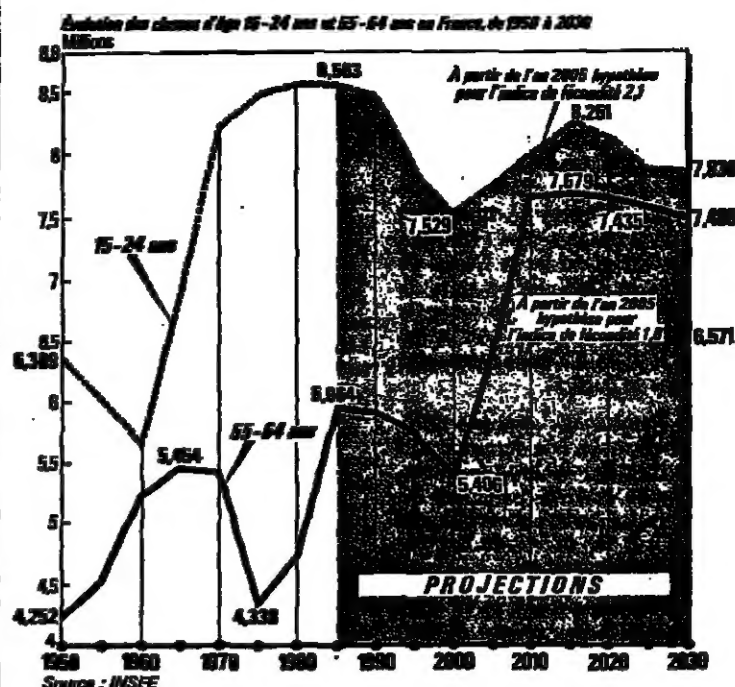
« On ne voit pas, dans ces conditions, comment le comportement psychique du personnel peut éviter la pathologie », exclament les médecins du travail, effrayés par ce type de management. Les individus seront broyés. La Sécurité sociale ramassera les pots cassés. Quant à l'entreprise, elle sera passée à côté d'une chance. Les médecins assurent que le personnel dispose de trésors inemployés.

ALAIN LERAUSE.

(1) Pour des raisons professionnelles, les médecins préfèrent rester en retrait. Ensemble, ils avaient rédigé un document qui résumait leur expérience.

CONJONCTURE

Les entrées et sorties dans la vie active en France



A partir de 2010, l'effectif en France des générations en âge d'entrer dans la vie active (les quinze à vingt-quatre ans) risque de devenir inférieur à celui des générations la quittant (les cinquante-cinq à soixante-quatre ans). Le nombre de jeunes a commencé à baisser vers 1985. Dans les années 50, il était largement supérieur à celui des « anciens » et la différence s'est accumulée jusqu'au début des années 80.

Ce phénomène de « ciseaux » à deux évolutions est dû à la baisse tendancielle de la mortalité et à la baisse de la fécondité ; il serait modifié (et partiellement inversé) si l'indice de fécondité remontait dès maintenant de 1,8 environ à 2,1 (niveau du renouvellement des générations). Mais l'entrée et la sortie du travail tiennent aussi largement à la situation de l'emploi (qui retarde les entrées et accélère les départs) ainsi qu'à la prolongation de la scolarité.

(Les projections de l'effectif des cinquante-cinq à soixante-quatre ans sont calculées sur la base de l'évolution actuelle de la mortalité.)

Le gouvernement étudie une modification de la fiscalité frappant le gazole

Le ministre de l'Industrie et de l'Aménagement du territoire, M. Roger Fauroux, met le gouvernement de M. Michel Rocard dans l'embarras, en demandant une augmentation de la fiscalité frappant le gazole, utilisé par les camions et un nombre grandissant d'autos.

M. Fauroux fait remarquer que les voitures roulant à l'essence sont de plus en plus dévalorisées : fiscalité lourde, prix de revient croissant avec l'arrivée de catalyseurs, pollution.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Compagnie Générale d'Électricité

Le chiffre d'affaires hors taxes réalisé au premier semestre de 1988 par le Groupe de la Compagnie Générale d'Électricité s'est élevé à 58 milliards de francs et marque à structures comparables une progression de 5 % par rapport à celui du premier semestre 1987. A structures réelles la progression est de 2 %.

Ces évolutions tiennent compte des modifications de structures intervenues depuis le début de l'exercice écoulé dont les plus significatives sont :

- la vente du département électronique « grand public » de Standard Elektrik Lorenz (SEL) ;
- la cession des intérêts du Groupe dans la Société d'Études et de Systèmes d'Automatisme (SESA) et dans la Générale de Service Informatique (GSI) ;
- le désengagement d'Alstom du secteur des appareillages basse tension et la cession de la majorité du capital de SEMT Pielstick ;
- la cession de la majorité du capital de Ceraver ;
- la prise de contrôle de la société Bergeron par Alstom ;
- la prise de participation majoritaire des Câbles de Lyon dans Thomson Câbles et Manuli et l'acquisition de l'activité câbles d'Ericsson aux États-Unis.

La répartition par secteurs d'activité des chiffres d'affaires semestriels 1987 et 1988 est la suivante :

(en millions de francs)	1987 (1)	1988
Énergie et transport	10 912	12 309
Nucléaire (2)	2 001	2 026
Entreprise électrique et contrôle industriel	5 387	5 617
Accumulateurs	1 624	1 759
Télécommunications, communication d'entreprise, câbles	35 701	35 544 (3)
Activités diverses (4)	2 439	2 351
Cessions entre secteurs	- 1 462	- 1 636
TOTAL	56 602	57 970

(1) Ventilation reconstituée à méthodes de consolidation comparables.

(2) Chiffre d'affaires de Framatome et de ses filiales retenu par intégration proportionnelle à 40 %.

(3) Dont Télécommunications publiques : 39 %, Communication d'entreprise : 24 %, Câbles : 25 %, Électronique et divers : 12 %.

(4) Le chiffre d'affaires du Groupe n'intègre pas celui de la Générale Occidentale qui fait l'objet d'une consolidation par mise en équivalence.

LA CGE EN DIRECT :
• MINITEL : 36.15 code CGE
• Téléphone actionnaires : (1) 42 561 561



M. Marchelli (CGC) réclame des négociations sur les salaires

Après M. André Bergeron, secrétaire général de FO (le Monde du samedi 20 août), M. Paul Marchelli, président de la CGC, met l'accent sur les revendications salariales. Dans un entretien publié dans les *Échos* du 22 août, il s'adresse en premier lieu au gouvernement : « Il est grand temps, déclare-t-il, que des négociations sérieuses s'ouvrent (...). Hors la question du pouvoir d'achat, il y a celle de la formation, de l'aménagement du temps de travail, des déroulements de carrière. »

Dans le privé, aussi, où « les entreprises ont assaini leur situation », la « revendication salariale est légitime », poursuit M. Paul Marchelli, qui demande, qu'au moins dans chaque branche professionnelle s'ouvrent des négociations définissant une nouvelle politique salariale tenant compte de la santé du pays, de la situation de chaque

entreprise, de la situation des prix et du mérite personnel. »

Le président de la CGC s'en prend avec vigueur à l'individualisation des salaires pratiquée par beaucoup d'entreprises ces dernières années : « Celle-ci a été une véritable catastrophe pour les entreprises et elle a fait naître un formidable sentiment d'injustice » chez les cadres. La CGC « est totalement opposée aux procédures d'individualisation mises en place unilatéralement par les patrons, qui consistent à faire « grimper les salariés au couteau », à les faire juger par le seul supérieur hiérarchique sans possibilité de recours ». La CGC réclame la définition de « règles élémentaires » sur le plan interprofessionnel.

Enfin, M. Marchelli demande, pour 1989, un allègement de la charge fiscale pesant sur les ménages, comme en 1987 et 1988.

Le refus de réintégration des militants CGT de Renault-Billancourt

La CGT met en cause le gouvernement

Comme cela était prévisible, le refus de Renault de réintégrer les vingt-quatre militants CGT licenciés de l'usine de Billancourt (Hauts-de-Seine) depuis 1987, soit pour « faute lourde », soit dans le cadre de licenciements économiques, a provoqué une vive réaction de leur confédération : celle-ci, dans un communiqué, parle de « véritable provocation à l'égard des travailleurs », d'« insulte à la notion même de justice », qui « bafoue le vote des élus de la Nation ».

Pour la CGT, « la responsabilité du gouvernement, celle du premier ministre, sont engagées, ainsi que celle des plus hautes autorités de la République », car « le gouvernement ne peut être étranger à cette décision prise dans une entreprise nationale sur laquelle il a un droit de regard et de contrôle, dont il n'hésite pas à user en d'autres occasions ».

Soulignant que « Renault a nécessairement une signification nationale », la CGT conclut qu'« il

n'est pas question que les choses en restent là » et que « le gouvernement doit mesurer ce que représente un comportement aussi choquant » de la Régie, qui, affirme-t-elle, « traite les syndicalistes avec un esprit de vindicte et de haine ».

En dehors des vingt-quatre de Billancourt, cinq militants CGT licenciés de Renault ont demandé leur réintégration : trois de l'usine de Douai anciens responsables syndicaux, MM. Jean-François Caré et Eric Lachamp, licenciés début décembre 1985 pour « faute lourde » pour une agression contre deux agents de maîtrise, un militant du siège social et un militant d'une succursale. La Régie a refusé aussi leur réintégration.

La CGT a toujours fait du cas de dix (des vingt-quatre) militants de Billancourt, licenciés pour la plupart à la suite de bagarres lors de manifestations pendant l'été 1986, un casus belli avec la direction ; elle a été soutenue par le PCF, dont font partie neuf de ces militants.

BOURSE DU 22 AOUT

**Cours relevés
à 17 h 30**

[illegible]

Comptant (réflection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations			Chemuniv (B.L.)	578	.....	Leont Valaton	800	808	Tenax Anglo	1198	1200
Emp. 5.00 % 77	128 95	2 218	Chempax (B.L.)	143	140	Leont (B.L.)	1700	1701	Tenax Brit.	385	386
Emp. 5.00 % 78	120 45	.....	C.I.C. (Groupe del.)	154	155	Leont	1210	1200	Unif. S.M.D.	520	524
Emp. 5.00 % 79/80	105 80	10 448	C.I.C. (Groupe del.)	180	180	Leont	100	100	Unif. S.M.D.	520	524
Emp. 5.00 % 80/81	105 80	2 040	Classe III	2200	2200	Magasin d'Epicerie	132	130	Unif. S.M.D.	1450	1500
Emp. 5.00 % 81/82	102 38	8 333	Classe IV	722	.....	Magasin S.A.	119	121	Unif. S.M.D.	1150	1150
Emp. 5.00 % 82/83	110 40	9 870	Classe (L.Y.)	1180	.....	Mandarin Part.	325	325	Unif. S.M.D.	1180	1180
Emp. 5.00 % 83/84	112 90	3 288	Cofin	334	319	Mandarin Part.	401	.....	Unif. S.M.D.	110	114
Emp. 5.00 % 84/85	113 50	7 340	Cofin	306	310	Mandarin Part.	93	93	Unif. S.M.D.	658	661
Emp. 5.00 % 85/86	118 38	9 007	Cofin	281	.....	Mandarin Part.	94	94	Unif. S.M.D.	146	145
Emp. 5.00 % 86/87	110 80	10 857	Cofin	700	720	Mandarin Part.	222 50	223 30	Unif. S.M.D.	.....	.....
Emp. 5.00 % 87/88	120 61	8 530	Cofin	14 30	14 40	Mandarin Part.	300	300	Unif. S.M.D.	.....	.....
Emp. 5.00 % 88/89	106 80	4 616	Cofin	588	585	Mandarin Part.	2301	2301	Unif. S.M.D.	.....	.....
Emp. 5.00 % 89/90	109 38	2 411	Cofin	538	540	Mandarin Part.	1000	1000	A.E.S.	700	700
Emp. 5.00 % 90/91	106 10	8 670	Cofin	157 80	158 70	Mandarin Part.	438	438	Alcan	422	422
Emp. 5.00 % 91/92	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	518	518	Alcan Alcan	180	185
Emp. 5.00 % 92/93	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	178	178 20	Aluminium Bank	128	128
Emp. 5.00 % 93/94	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	367	367	Aluminium Bank	300	300
Emp. 5.00 % 94/95	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	345	345	Alcan	410	410
Emp. 5.00 % 95/96	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	226 10	226 10	Adrian	380	380
Emp. 5.00 % 96/97	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	1067	1067	Adrian	340	340
Emp. 5.00 % 97/98	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	855	855	Adrian	340	340
Emp. 5.00 % 98/99	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	1415	1415	Adrian	2100	2115
Emp. 5.00 % 99/00	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	1082	1082	Adrian	4300	4300
Emp. 5.00 % 00/01	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	1850	1850	Adrian	802	800
Emp. 5.00 % 01/02	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	128	128	Adrian	105 10	110
Emp. 5.00 % 02/03	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	336	336	Adrian	45 70	40
Emp. 5.00 % 03/04	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	3300	3315	Adrian	700	720
Emp. 5.00 % 04/05	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	3000	3000	Adrian	345	355
Emp. 5.00 % 05/06	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	380	380	Adrian	808	821
Emp. 5.00 % 06/07	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	91 50	91 50	Adrian	665	665
Emp. 5.00 % 07/08	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	680	680	Adrian	1190	1200
Emp. 5.00 % 08/09	102 84	8 516	Cofin	182 50	182 50	Mandarin Part.	680	680	Adrian	100 10	102

SICAV (select)

(ion)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MORNAIRES ET DEVISES	COURS 22/8	COURS 22/8
	7/8	22/8	Achat	Vente			
Etats-Unis (5 \$)	6 428	6 488	6 220	6 700	Or fin (en barre)	98800	98250
EDU					Or fin (en lingot)	83000	82450
Allemagne (100 DM)	339 020	339 890	329 500	349 800	Pièce française (10 \$)	511	512
Banque (100 £)	16 172	16 183	15 400	16 400	Pièce suisse (10 \$)	280	
Payen (100 \$)	300 300	300 280	288	300	Pièce mexicaine (20 \$)	547	546
Demande (100 fr)	88 860	88 810	84	91	Pièce indienne (20 \$)	678	680
Horvège (100 k)	62 870	62 870		85	Souverain	488	492
Grèce (100 \$)	4 524	4 530	4 300	4 700	Pièce de 20 dollars	1000	1000
Gibraltar (100 drachmes)	10 228	10 230	3 800	4 800	Pièce de 10 dollars	1605	1676
Italie (1 000 lire)	4 579	4 581	4 200	4 800	Pièce de 5 dollars	870	
Jaune (1 000 \$)	403	402 300	390 800	412 500	Pièce de 50 pentes	3375	3330
Canada (100 \$)	98 050	98 050	95	101	Pièce de 100 dollars	530	532
Australie (100 \$)	48 210	48 200	46 700	49 700	Or local	423	423
Argentine (100 \$)	5 722	5 730	5 400	5 400	Or local	423	423
Portugal (100 esc.)	4 166	4 171	3 600	5 600	Or local	423	423
Espagne (100 pes.)	5 235	5 238	5 000	5 400	Or local	423	423
Perou (100 n. c.)	5 235	5 238	5 000	5 400	Or local	423	423
Chili (100 \$)	5 235	5 238	5 000	5 400	Or local	423	423
					Or local	423	423

Marché libre de l'or

Cognac	118	118
C. D'ocq, Fumaison	190	.....
Cognac	376	376
Dubouché (C. & Co.)	830	860
Gachet	70 70	70 76
Huguenot	280	.....
Marcoussis (J. & Co.)	10 10	.....
Morice	626	.....
Régnier	360	.....
Roussin H.V.	178	178
Sav. Epée, Vdt.	55 30	.....
S.P.R.	380	380
St. Leger de Mande	320	.....
Ullmet	380	.....
Union Républicaine	127	.....

c : coupon détaché - a : a

s : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - * : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
55-91-82, poste 4330

